

## RD-CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2474 - MERCREDI 2 DÉCEMBRE 2015



Quelques leaders de l'opposition

## DIALOGUE NATIONAL

Le front du refus  
se consolide

Le G7 et la Dynamique de l'opposition ont redit, le 30 novembre, leur refus de prendre part à une quelconque rencontre qui tenterait de maintenir Joseph Kabila au pouvoir au-delà de 2016. « *Peuple congolais, lève-toi et marche pour sauver la démocratie et la Constitution* ». Telle est la substance de leur appel lancé contre le projet de glissement du mandat présidentiel au-delà des délais constitutionnels. Le front commun de l'opposition se dit convaincu que la majorité présidentielle

prépare un coup d'État constitutionnel qui passerait par la refonte du système électoral avec des modalités de vote moins coûteuses. Tout en disant non au gouvernement de transition qui pourrait éventuellement en découler, cette plate-forme de l'opposition annonce pour bientôt la publication d'un chronogramme d'actions de grande envergure qu'il entend initier. Objectif : contrer toute velléité de modification constitutionnelle.

Page 14

## Secteur agricole

Seulement trois  
pour cent  
de financement

Bien qu'elle ait soixante-quinze millions d'hectares de terres arables, la RDC présentée comme le deuxième pays africain possédant le plus vaste potentiel agricole de la région n'a pas réussi à attirer des financements importants au cours de ces dernières années. En effet, les chiffres du Fonds pour l'inclusion financière en RD-Congo (FPM) font état de 3% des financements en 2011. Il est clair, affirme le FPM, que l'offre de service n'est pas adaptée aux réalités du secteur agricole.

Le 4 décembre, il est prévu une rencontre des différents acteurs du secteur au siège du Fonds pour échanger sur les résultats d'une grande étude agricole menée dans trois provinces du pays.

Page 13



Un champ de maïs

## ASADHO

L'ONG s'inquiète des points  
inscrits à l'ordre du jour  
du dialogue

En proposant aux futurs participants au dialogue d'engager une réflexion profonde sur un système électoral dont les modalités de vote seraient peu coûteuses, l'Asadho pense que le président de la République propose, par le fait même, la révision de la Constitution et viole son engagement de la respecter. La révision du système électoral, estime-t-elle, donnerait au président Joseph Kabila la possibilité de se représenter pour un autre mandat sous l'égide d'une nouvelle Constitution.

Aux participants, l'ONG a recommandé de refuser de traiter toutes questions de nature à conduire à la révision de la Constitution et de s'abstenir de toute résolution permettant à l'actuel chef de l'État de se représenter pour un autre mandat présidentiel.

Page 12

## UNICEF

Le nombre de décès  
d'adolescents dus au sida a triplé

« Le nombre de décès d'adolescents imputables au sida a triplé au cours des quinze dernières années », indique l'Unicef dans un communiqué de presse publié à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida. Depuis 2000, souligne la même source, près de 1,3 million de nouvelles infections ont été évitées largement en raison des progrès obtenus dans la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Ces efforts visant à éliminer la transmission du virus de la mère à l'enfant contribueront à modifier l'évolution de l'épidémie pour la prochaine génération d'adolescents. D'après le chef des programmes mondiaux sur le VIH-sida pour l'Unicef, les progrès réalisés pour prévenir la transmission de la mère à l'enfant sont louables et doivent être célébrés. Des investissements immédiats, dit-il, sont nécessaires pour fournir aux enfants et aux adolescents qui sont infectés les traitements qui peuvent leur sauver la vie.

Page 3



## ÉDITORIAL

## Heureux !

Revenons un instant sur la visite que le pape François vient d'effectuer à Bangui. Pour dire simplement combien nous sommes heureux que ce séjour à très haut risque au cœur de la capitale centrafricaine se soit déroulé sans le moindre incident, contrairement à ce que redoutaient la plupart des observateurs et pratiquement tous les experts en matière de sécurité.

Ayant écrit à maintes reprises, ici même, que le chef de l'Église catholique ne devrait pas tenter le diable en achevant sa première tournée sur le continent africain dans un pays en proie à de terribles violences religieuses, nous nous devons de reconnaître publiquement que le Dieu dont il est le premier serviteur lui a donné raison. Et d'ajouter que le courage dont il a fait preuve en cette occasion contribuera sans doute de façon décisive à apaiser les tensions qui ensanglantent ce pays frère depuis des mois.

Ce qui aurait pu se muer en une tragédie planétaire si, par malheur, les communautés catholique et musulmane avaient cédé une fois encore à la folie meurtrière qui les dresse l'une contre l'autre est devenu, bien au contraire et contre toute vraisemblance, un trait d'union dont une paix durable peut sortir. Pour ceux qui croient en l'existence d'un être suprême dont les hommes doivent suivre l'enseignement l'évènement que nous venons de vivre ne peut être perçu que comme un signal fort ; et pour ceux qui ne partagent pas cette croyance, mais qui aspirent à la paix il est à coup sûr interprété comme la preuve que tout est désormais possible, y compris l'impensable, dans un pays que l'on disait voué inexorablement à la guerre.

Les mois à venir diront si les Centrafricains ont su tirer de la grande aventure qu'ils viennent de vivre la leçon fondamentale qu'elle comporte, à savoir que l'homme est capable de surmonter ses pires instincts lorsque l'un d'entre eux démontre par son attitude que le pire n'est pas écrit d'avance. Mais ce que l'on peut exprimer dès à présent c'est que la venue du pape François à Bangui a redonné courage à ceux qui se battent pour réconcilier leur peuple avec lui-même. Dans l'époque très matérialiste où nous vivons, la preuve vient d'être faite que la foi est plus que jamais capable de renverser les montagnes.

Les Dépêches de Brazzaville

## FRANCE

## Le Club 2002 PUR célèbre la proclamation de la nouvelle République à Paris

À l'occasion de la fête du 57<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la République du Congo, Bernard Ben Boueno, membre du bureau politique et du secrétariat permanent du Club 2002 PUR et président de la fédération France-Europe, a tenu une réunion de travail, le samedi 28 novembre 2015, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, afin d'établir un bilan d'activités de l'année qui s'achève et réaffirmer le rang du Club 2002 sur la place parisienne.



Bernard Ben Boueno

En effet, après une année marquée par une actualité politique dense au Congo, allant du dialogue de Sibiti aux campagnes référendaires, le président de la fédération France-Europe du Club 2002 s'est réjoui de la victoire pour le changement de la Constitu-

parti, à savoir : la solidarité, le travail ainsi que la prospérité et les a invités à s'impliquer davantage dans les activités en mobilisant les Congolais de l'étranger, afin de susciter

« le nombre de militantes a connu une ascension remarquable à la suite du colloque organisé à l'occasion de la journée internationale de la femme le 8 mars de l'année en cours ».

tion ainsi que de son adoption le 6 novembre dernier.

Dans son allocution, le membre du bureau politique a rappelé aux militants du Club 2002 fédération France-Europe les valeurs que prône le

un plus grand nombre d'adhésions de leur part.

En ce qui concerne l'introspection du parti cette année, le président de la Fédération France-Europe a félicité le travail accompli par les femmes

adhérentes. Car, a-t-il constaté, « le nombre de militantes a connu une ascension remarquable à la suite du colloque organisé à l'occasion de la journée internationale de la femme le 8 mars de l'année en cours ».

Enfin, à l'adresse de la jeunesse, Bernard Ben Boueno a exhorté certains jeunes de la diaspora, dits « combattants », à s'ouvrir au dialogue et non de s'adonner à la violence : « la violence n'engendre que la violence », a-t-il prévenu.

Le Club 2002 Pur France-Europe salue la participation du chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso à la COP 21 en France, signe de la prise en considération au concert des nations de notre pays qui abrite une partie importante de la flore, la faune et l'écosystème du Bassin du Congo.

Antoine Daniel Kongo

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama  
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula  
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang  
Service Culture et arts : Bruno Okokana  
(chef de service),  
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué  
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
Service Enquête : Quentin Loubou  
(chef de service), Rock Ngassakys  
Chronique littéraire : Meryll Mezath  
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Marcel Myande,  
Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya  
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa  
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200  
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma  
Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,  
Mildred Moukenga  
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Addhas  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Chef de production : François Diatoulou Mayola  
Gestion des stocks : Elvy Bombete

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,  
Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## VIE DES PARTIS

## Le Frocad et l'IDC mobilisent leur base



Les membres du Frocad

Les responsables de l'opposition regroupés au sein du Front republicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad) et de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) ont déroulé, le 30 novembre, de manière succincte, le programme relatif aux activités qu'ils entendent mener dans le cadre de la désobéissance civile.

Au cours d'un meeting en salle, ils ont informé leur base de l'évolution de la situation politique et la poursuite des opérations de désobéissance civile. « *La seule arme dont dispose l'opposition c'est le peuple. La réponse est dans l'action... Le Congo sera celui que nous voulons qu'il soit demain. Soyez rassurés que les efforts fournis donnent toujours des résultats. Nous nous sommes battus pour le respect de l'ordre constitutionnel. Après le référendum, la base ne sait pas à quoi s'en tenir. Nous annonçons la poursuite du combat politique jusqu'à son aboutissement* », a déclaré l'un des leaders de l'IDC, André Okombi Salissa.

Le coordonnateur du Frocad, Pascal Tsaty Mabilia a, quant à lui, articulé son discours autour de deux mots : « responsabilité » et « courage », après avoir pris l'exemple du Burkina Faso pour illustrer un modèle de démocratie. « *La responsabilité parce que toute personne doit avoir son destin entre ses mains et que personne ne décide à sa place. Mais le courage aussi (...) parce que demain, quand nous arriverons aux responsabilités, nous devons faire preuve de ces vertus. Le chemin peut être long mais nous pouvons le raccourcir. Les choses sérieuses vont reprendre pour ne plus s'arrêter jusqu'à la victoire finale* », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoula

## FORUM ICB 2015

## 16 potentiels investisseurs directs enregistrés par le Pade

**Faisant le bilan de participation de sa structure à ICB 2015, le 30 novembre, le coordonnateur du Projet d'appui à la diversification économique (Pade), Joseph Mbossa, a estimé qu'avec ces 16 potentiels investisseurs directs enregistrés, ainsi que de nombreuses demandes d'assistances inscrites, la moisson du Pade à ce dernier forum est satisfaisante, conformément à l'objectif poursuivi par ce projet.**

Sponsor officiel du forum sur les investissements au Congo, le Pade, projet économique cofinancé par le Congo et la Banque mondiale, avait pour mission, entre autres, d'identifier les investisseurs potentiels et leurs attentes mais surtout de nouer des partenariats avec ces derniers.

À l'issue de ces assises, tenues du 19 au 21 novembre, qui ont réuni plus de huit cents entrepreneurs, bailleurs de fonds et partenaires au développement, le Pade a enregistré au total seize promesses d'investissements directs dans son fichier. Ces potentiels investisseurs dont neuf Marocains, quatre Français, un Gabonais, un Tunisien, un Ivoirien, un Algérien et un Camerounais, ont l'intention d'investir dans quelques domaines d'activités variés.

Ils ont ciblé les secteurs des mines, des bâtiments et travaux publics, agro-business et celui du transport et logistique. Par la même occasion, le Pade a enregistré cinquante-huit demandes d'assistance, de la part de ces entrepreneurs. Tous veulent aussi investir dans les mêmes domaines. Parmi ces opérateurs économiques, on note 54 Congolais, un Sénégalais, un Tunisien, un Gabonais et un Camerounais. « *Nous envisageons de poursuivre les discussions avec tous ces chefs d'entreprise, pour que les attentes et les promesses les plus pertinentes se matérialisent au plus grand bonheur des Congolais* », a affirmé le coordonnateur du Pade, Joseph Mbossa.

## Qu'est-ce que le Pade et que vise-t-il ?

Le Projet d'appui à la diversification de l'économie est un projet cofinancé à part égale, par le gouvernement et la Banque mondiale, pour un montant de 10 milliards FCFA. Il a pour but de promouvoir les investissements dans les chaînes de valeur hors pétrole, et de soutenir l'émergence du tissu des Petites et moyennes entreprises (PME). Ce projet économique s'appuie sur deux piliers essentiels, à savoir l'amélioration du climat des affaires, en procédant à l'identification des réformes nécessaires à l'émergence d'un secteur privé national compétitif et susceptible d'attirer le plus grand nombre d'investissements privés. Il vise aussi à promouvoir les investissements privés et le développement de l'entreprise, par la mise en œuvre des stratégies, des programmes et des instruments, visant à soutenir les investissements privés dans les secteurs porteurs de croissance afin d'améliorer la compétitivité des PME. L'objectif final étant de développer le secteur hors pétrole et envisager un meilleur classement du Congo sur Doing Business pour lequel il peine jusqu'à ce jour, à améliorer son positionnement. En 2014, le Congo a occupé le 185<sup>e</sup> rang sur le classement général Doing Business, sur les 189 pays inscrits. En 2015, il a été classé 178 sur les 189 pays. Pour le classement Doing déjà publié, le Congo a avancé de deux points seulement, occupant ainsi le 176 rang sur le même nombre inscrit.

Firmin Oyé

## SECTEUR PRIVÉ

## Le Figa, un nouveau fonds en création pour booster les PME congolaises

**Afin d'accompagner et de soutenir la création des petites et moyennes entreprises (PME) confrontées aux difficultés d'accès au financement, le gouvernement congolais compte remplacer le Fonds de garantie et de soutien par un autre appelé : Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement (Figa).**

Avant de procéder à cette mutation, le Projet d'appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires et de la diversification de l'économie (Pacadec) a, sur la demande du gouvernement, recruté un consultant, Ernest et Young, pour faire un diagnostic du fonds existant.

C'est l'objectif de l'atelier de lancement de l'étude sur le diagnostic du fonds de garantie et de soutien (FGS) et le plan d'accompagnement vers le Figa, organisé le 1er décembre à Brazzaville, sous la présidence du ministre des Petites moyennes entreprises et de l'artisanat, Adélaïde Mougany.

« *Le Figa-PME doit être pensé et mis en œuvre comme un modèle particulier, porteur d'une alternative innovante. Je réaffirme le plus grand intérêt que j'attache à la réussite de ce projet qui est placé en première ligne dans le train des réformes menées par le ministère* », a déclaré la ministre des PME. Cette dernière estime, par ailleurs, que le Figa à côté d'autres mécanismes et outils tels : la future maison de l'entreprise du Congo, l'Agence congolaise pour la création des entreprises, l'Agence de développement des

très petites et moyennes entreprises, fera preuve de performance en ligne grâce à la qualité des services qu'il offrira.

Donnant, quant à lui, les raisons du changement d'appellation du FSG au Figa, le coordonnateur du Pacadec, Joseph Mbossa, a indiqué : « *Après 29 ans d'existence, il se trouve que le FGS, créé pour*

*l'opération du dispositif d'appui et d'accompagnement à la création des PME mérite une attention accrue, et appelle à d'efforts soutenus et une nouvelle impulsion de la part du gouvernement* », a souligné le représentant de la BAD, Nouridine Kane Dia.

La République du Congo dispose d'énormes opportunités capables



Le présidium à l'ouverture de l'atelier

*appuyer les PME congolaises, n'a pas produit les résultats attendus. Il faut donc faire le diagnostic en cherchant à comprendre ce qui n'a pas marché, afin de rebondir sur un bon pied* ».

Pour accompagner cette volonté des autorités congolaises, la BAD a, à travers son document stratégique 2013-2017, fait du développement du secteur privé, l'un de ses principaux axes d'intervention. *Un soutien efficace au développement des PME suppose la mise en place des politiques et mesures permettant de lever les principales difficultés qui empêchent le développement des entreprises privées. À cet égard, il nous semble que l'amé-*

de propulser le secteur privé dans les domaines de l'agriculture, la forêt, des mines et du transit. En dépit de ces potentialités, son économie reste fortement dépendante du pétrole, un niveau de chômage élevé et surtout une faiblesse du secteur hors pétrole. Pour lever ces contraintes, le gouvernement a élaboré un plan d'action visant à améliorer le climat des affaires ; à diversifier l'économie et à soutenir la croissance en vue de créer des emplois. Pour mettre en œuvre des orientations inscrites dans ledit plan, le Congo avec l'appui de la BAD avait mis en place le Pacadec, cofinancé à hauteur de 5,135 milliards FCFA.

Lopelle Mbossa Gassia

## SNE

## Plus de 3 milliards FCFA décaissés pour réhabiliter le poste haute tension du centre-ville

**Détruit par un incendie il y a 3 ans, le poste source haute tension de la Société nationale d'électricité (SNE), installé au sein de la direction générale, est à nouveau opérationnel, après d'intenses travaux de réfection qui ont coûté 3,5 milliards FCFA à l'Etat.**

Le ministre de l'Énergie et de l'hydraulique, Henri Ossebi, a visité cette structure entièrement renouée, le 1er décembre, en compagnie des responsables, cadres et agents de la SNE. Cette réhabilitation vient à point nommé soulager de nombreuses sociétés, entreprises, les commerçants et autres particuliers implantés au centre-ville, qui éprouvaient de sérieuses difficultés à se procurer de l'électricité.

Entièrement assurée par les techniciens de la SNE, cette rénovation a permis la remise à neuf des postes source haute tension A et B dudit centre technique, considérés comme principaux transformateurs qui desservent une bonne partie du centre-ville de Brazzaville.

« *Le patronat, les entreprises et les commerçants du centre-ville, qui avaient l'habitude de recourir aux groupes électrogènes, sont aujourd'hui soulagés de l'achat du carburant, parce que le réseau a été réhabilité et fiabilisé. Nous avons maintenant la capacité d'anticiper les pannes, à partir de ce réseau entièrement réfectionné* », a souligné le ministre de tutelle Henri Ossebi.

En réhabilitant cette structure technique, la SNE a apporté quelques innovations, en installant, dans le cadre du projet EGX 300, un logiciel spécial et professionnel, qui va permettre désormais à la SNE de gérer sa distribution de manière efficace, même à distance. Ce logiciel professionnel hypersophisticé, installé, joue deux rôles essentiels dans son fonctionnement. Cet équipement joue à la fois le rôle de la télé mesure et de la télé réglage. Ces deux techniques permettront dorénavant à la SNE de contrôler, à partir d'une salle équipée au sein du centre, tout son réseau de Brazzaville, et plus tard de l'en-

semble du territoire national. Il y est aussi installé, un système de géolocalisation dont la vocation est de localiser, depuis la direction technique, toutes les parcelles de Brazzaville, connectées ou non au réseau de la SNE, en vue de préparer d'autres innovations. Tous les travaux effectués ont coûté 3,5 milliards FCFA, dont 3 milliards FCFA alloués par le gouvernement et 500 millions FCFA par la SNE.

Pour le directeur général de cette société, Louis Kano-ha-Elenga, la réfection de ce centre vient donner un coup de pouce à l'épanouissement de la SNE. « *La gestion du réseau, la flexibilité de l'exploitation, la stabilité du réseau et, la réactivité de nos agents sur le terrain ont changé avec la réhabilitation de ce centre. A terme, ce centre nous permettra de suivre tout l'ensemble du réseau à partir des équipements installés. C'est une avancée considérable, si on se réfère à ce que la SNE était, il y a quelques années* », s'est-il réjoui.

Firmin Oyé



## FORMATION QUALIFIANTE

## Vingt-quatre finalistes de Lud'haut business conception reçoivent des attestations

Lud'haut business conception, une structure d'enseignement technique et professionnel de Brazzaville, a remis, le 28 novembre, des attestations de fin de formation aux étudiants finalistes de la 2<sup>e</sup> promotion.

Ces attestations obtenues vont aider les vingt-quatre finalistes de cette école à accéder au monde de l'emploi, à l'insertion sociale et à la création d'entreprises lucratives. Les formations offertes à vingt-quatre jeunes, par cette structure ne sont pas diplômantes mais elles ont pour objectif de faciliter aux jeunes oisifs l'obtention d'attestations.

Ces attestations de fin de formation, à LBC, s'obtiennent au terme d'un volume horaire dense correspondant à une qualification pédagogique et à l'assiduité d'enseignement, selon l'option choisie par l'apprenant. Des enseignements théoriques et pratiques sont également proposés aux étudiants par les jeunes détenteurs de diplôme de master ou plus. Les attestations de fin de formation obtenues à LBC, correspondent aux certificats d'aptitudes professionnels délivrés par les écoles publiques.

Enfin rappelons que, Lud'haut business conception (LBC) est affilié à l'organisation non gouvernementale (ONG) dénommée Programme international des jeunes pour l'entrepreneuriat et le business (Pijeb).

F.I.

## MARCHÉ DE NOËL 2015

## Brazza-Accueil lance un appel à soutien en faveur des plus démunis

L'association des femmes expatriées Brazza-Accueil organise le 06 décembre prochain à Brazzaville le « Marché de Noël », en faveur des orphelinats de la capitale congolaise.

Pour que Noël soit dignement fêté par tous, l'association Brazza-Accueil a initié un projet ayant pour but de récolter des fonds et des dons aux bénéficiaires des orphelinats de la capitale congolaise. C'est pour cette raison qu'elle sollicite de la population congolaise une vive participation à ses activités. Au programme de ce neuvième marché se profilent une vente de créations réalisées par les adhérents du collectif, des animations pour enfants et une tombola. La démarche entreprise par l'association caritative permet de réunir des fonds pour le financement des projets en cours et à venir à l'endroit des orphelinats visés.

Les dons récoltés au Marché de Noël 2014 ont permis à l'association de réaliser quelques travaux de réfections aux orphelinats Emile Biayenda et Bonne semence, au centre Ndako ya Bandeko, à l'espace Jarrot et à Asi. Au Foyer de Nazareth, un orphelinat de la place, ces fonds ont permis l'achat des matériaux pour la fabrication des savons et le paiement du titre d'occupation. Dans cette période économique où la précarité augmente et touche plus de personnes, l'initiative de ces femmes offre des moments de fête aux plus faibles et resserre les liens sociaux, tout particulièrement en cette période de fête de fin d'année.

Durlly Emilia Gankama

## ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville  
L'actualité au quotidien

## EDUCATION

## Le Centre Sanza Mobimba apprend aux enfants les notions de biodiversité



Les apprenants du centre communautaire Sanza Mobimba entraînent de se restaurer

La directrice du centre communautaire Sanza Mobimba, Carolina D'Auria, basée à Mbomo dans la Cuvette-Ouest, a assuré, le 27 novembre, que la structure qu'elle dirige est la seule de cette localité à insérer à sa pédagogie éducative les notions de biodiversité.

Les programmes préscolaires d'enseignement du centre communautaire Sanza Mobimba sont liés à ceux du ministère en charge de l'Enseignement primaire et secondaire. Ils sont légèrement variés par l'intrusion dans l'animation scolaire de plusieurs volets du genre : environnement, conservation de la faune et la flore, prévention hygiénique et nutritionnelle, ainsi que l'éducation mobile au bénéfice des enfants habitants les petits villages.

L'objectif poursuivi est de faire acquérir aux petits enfants des valeurs et des comportements responsables et respectueux de l'environnement.

Le centre communautaire Sanza Mobimba s'évertue aus-

si à expliquer aux enfants les modes de vie ancestraux et actuels des forêts, en liaison avec l'évolution formidable des paysages et des espèces afin de contribuer à l'éducation des écoliers.

« La forêt tropicale est très importante pour tout le monde. C'est pour cela qu'il faut apprendre à nos enfants, notamment ceux qui sont ici à Mbomo, l'importance des richesses dont regorgent ces espaces verts, car il y a actuellement beaucoup de transformations dont les changements climatiques », a indiqué Carolina D'Auria.

Actuellement, ce centre compte plus de quatre-vingts enfants et a un personnel composé de quatre maîtresses, un maître, trois coordonnateurs, deux jardiniers et une infirmière.

## Cantine respectée

L'un des nombreux atouts de ce service est de proposer de nombreuses animations auprès des enfants pour leur

faire découvrir, de façon à la fois simple et pédagogique, de nouveaux goûts. Le centre communautaire Sanza Mobimba ne s'arrête pas ainsi à sa seule mission de restauration scolaire mais joue également un rôle prédominant dans la découverte des goûts. Dans ce cadre, il propose tous les jours des repas aux enfants.

Ces repas préparés arrivent dans les assiettes des enfants à une température idéale et dans de bonnes conditions d'hygiène. Les menus concoctés sont visés et approuvés par une diététicienne. « Nos enfants ne doivent pas seulement apprendre à lire et à écrire. Ils doivent aussi apprendre à cultiver les légumes à l'école et à la maison, car c'est de ça qu'ils se nourrissent. Ils doivent apprendre avec les cinq sens : goûter, toucher, observer, sentir et humer tout. Il faut leur conter beaucoup d'histoires et discuter avec eux », a commenté Carolina D'Auria.

Fortuné Ibara

## DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIÈRE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions\* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :  
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Développer une communication efficace avec son équipe et sa hiérarchie	3 jours	7 au 9 décembre 2015
Gagner du temps et gérer ses priorités	3 jours	14 au 16 décembre 2015

\*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



**ATTAQUES DES COMMISSARIATS DE POLICE**

**La direction générale entend traquer les auteurs**

**Les riverains du commissariat de police de Nkombo et du Poste de police avancé de Massengo, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, Djiri, ont connu une nuit perturbée à cause des attaques de deux installations policières par des hommes armés.**

Dans un communiqué de presse rendu public le 1er décembre à Brazzaville, la direction générale de la police a rassuré l'opinion nationale et internationale qu'elle ne ménagera aucun effort pour retrouver les auteurs de ces actes crapuleux. « Dans la nuit du 1er décembre, aux environs de 2 h 45mn, les sièges du poste de police avancé de Massengo et du commissariat de police du quartier Nkombo ont essuyé des tirs à distance. Dans la même nuit, des citoyens de bonne foi ont informé les services de police, d'avoir entendu des coups de feu au quartier Manianga », explique le communiqué de presse.

En effet, selon le communiqué, ces attaques n'ont pas causé de perte en vies humaines. Toutefois, quelques dégâts matériels ont été enregistrés au commissariat de police de Nkombo où un véhicule de police a été endommagé. « Il ressort des premiers éléments de l'enquête, qu'au poste de police avancé de Massengo, quatre personnes habillées en tenue civile dont trois cagoulées, sont sorties de l'avenue dite des Trois présidents et se sont tenues à près de 20 m du commissariat de police, pour ouvrir le feu visiblement avec une arme de type PMAK », poursuit le communiqué.

Concernant l'attaque du commissariat de police de Nkombo, elle serait perpétrée par un groupe non identifié qui se trouvait à bord d'un véhicule de type Land Cruiser de couleur blanche non immatriculé. Ces assaillants auraient ouvert le feu depuis le croisement de la rue Etaba avec la route nationale n°2. « Des dispositions pour renforcer les mesures de sécurité ont été prises pour garantir aux paisibles populations la paix et la sécurité », a conclu la direction générale de la police.

*Parfait Wilfried Douniama et Guillaume Ondzé*

**LUTTE CONTRE LE SIDA**

**Plus de 18 000 malades mis sous ARV au Congo**

**Le ministre de la Santé et de la population, François Ibovi, a annoncé le 1er décembre, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, que grâce aux mesures prises par le gouvernement dans la riposte contre cette pandémie, plus de 18 000 Congolais vivant avec le VIH sont gracieusement mis sous antirétroviraux (ARV).**

au Sida ; zéro discrimination ». Selon le ministre de la Santé qui a rendu publique la déclaration du gouvernement au cours d'une cérémonie solennelle organisée au ministère de la Justice, les rapports hétérosexuels et la transmission du VIH de la mère à l'enfant restent les deux modes de transmission les plus dominants en Afrique subsaharienne.

verte du virus du Sida, des progrès considérables ont été enregistrés. Cependant, des efforts sont, a-t-il dit, encore à fournir pour arriver au terme de l'épidémie prévu pour 2030, conformément aux projections de l'ONU Sida. « J'invoque les leaders politiques, les animateurs des ONG et organisations à caractère communautaire, cadres, ouvriers, femmes, hommes et jeunes à adopter des comportements responsables et des pratiques sexuelles à moindre risque. Je leur demande d'appuyer le gouvernement dans sa lutte contre cette pandémie par la vulgarisation des messages de prévention et ceux allant dans le sens de la non-discrimination », a exhorté le ministre.

Il a enfin annoncé que dans le cadre de la lutte contre la co-infection Sida-tuberculose, le Fonds mondial interviendra au Congo à compter de juin 2016 pour un montant de 12 milliards FCFA, soit environ 19 millions d'euros. De même, une convention de 425 000 000 FCFA sera signée avec la société Total, la Croix rouge française et le ministère en charge des Hydrocarbures. Le but étant de renforcer les capacités opérationnelles des deux Centres de traitement ambulatoire (CTA) qui prennent en charge le tiers des personnes vivant avec le VIH.

*Parfait Wilfried Douniama*



Une vue des participants ; crédit photo Adiac

Célébrée le 1er décembre de chaque année depuis 1988, la Journée mondiale de lutte contre le Sida a été placée cette année sur le thème: « Sur la voie rapide pour mettre fin au Sida ». Conformément à la campagne 2011-2015, le Congo est revenu pour cette année sur le thème : « Objectif zéro : zéro nouvelle infection à VIH ; zéro décès lié

« Le Congo, notre pays n'est pas épargné. Les données les plus récentes le confirment. On y note : une prévalence de 3,2% de malades dont l'âge est compris entre 15 et 45 ans, tous sexes confondus ; un faible taux d'utilisation du préservatif ; une méconnaissance du statut sérologique du VIH ; une féminisation de l'épidémie », a indiqué François Ibovi. Pour lui, 34 ans après la décou-

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO

du LUNDI au VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUES







L'art dans sa Généralité,  
de la Tradition  
à la Modernité

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso** immeuble les manguiers (Mpila) dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**



## LUTTE CONTRE LE SIDA

## L'Afrique subsaharienne demeure la région la plus touchée par la pandémie

Près de 26 millions de personnes vivent avec l'infection du VIH/Sida dans le monde, alors que, sur dix enfants atteints sur la planète, neuf sont issus de l'Afrique subsaharienne, a déclaré mardi la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Rebecca Moeti, à l'occasion de la journée mondiale du VIH/Sida.

Dans son message, rendu par la représentante de l'OMS au Congo, le Dr Fatoumata Binta Tidiane Diallo, la directrice régionale de l'OMS-Afro souligne que « la région Afrique subsaharienne continue d'être la plus touchée par la pandémie du VIH/Sida », indiquant toutefois qu'« en 2014, l'on a enregistré près de 800.000 décès dans le monde, alors que le nombre d'infectés avoisine 1,4 millions de personnes chaque année ».

La commémoration de la journée mondiale de VIH/Sida, dont le thème cette année est « sur la voie rapide pour mettre fin au Sida », est consacrée à la sensibilisation à la pandémie. Face à cette pandémie, poursuit le message de la directrice régionale, quelques progrès sont réalisés dans le cadre des objectifs de développement durable. L'accélération de la riposte contre le sida offre une possibilité de mettre fin à l'épidémie du VIH/Sida d'ici à 2030. « Il est quand même encourageant de constater que nous sommes arrivés

à un moment décisif dans la lutte contre le VIH/Sida grâce aux progrès remarquables réalisés dans l'élargissement des interventions de prévention, de traitement et de prise en charge du VIH/Sida dans la région africaine », a-t-elle indiqué. Le Dr Matshidiso Rebecca Moeti a, par ailleurs, ajouté: « on peut se féliciter que la région ait atteint le 6e Objectif du millénaire pour le développement qui est de stopper la propagation du VIH/Sida et d'inverser la tendance actuelle. En 2014, 11 millions de personnes ont bénéficié d'un traitement antirétroviral vital. Cela s'est traduit par la réduction de près de la moitié du nombre de décès liés au Sida depuis 2005. Le nombre de nouvelles infections a également diminué de 41% au cours des 15 dernières années ».

Ces bons résultats, souligne-t-elle, ont été rendus possibles grâce aux efforts concertés et à la solidarité des gouvernements africains et aussi aux nombreux



partenaires qui ont investi financièrement.

#### L'OMS connaît encore des insuffisances dans la lutte contre cette pandémie

Les faiblesses de l'Organisation se montrent à l'endroit des personnes vivant avec le VIH. Ces dernières sont victimes de stigmatisation, de discrimination et les lois punitives continuent d'exis-

ter. Des enfants, jeunes et adolescents et des populations clés sont toujours laissés pour compte. Seulement 43% de personnes

ayant besoin d'un traitement antirétroviral y ont accès, tandis que 52% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique.

Ainsi, pour combler ces lacunes, l'OMS souhaite que dans les cinq prochaines années 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut, que 90% des personnes diagnostiquées avec VIH sous traitement parviennent à l'élimination de la charge virale. L'OMS prévoit également l'utilisation de méthodes innovatrices de dépistage du VIH, des moyens permettant d'offrir un traitement à toutes les personnes vivant avec le VIH et le renforcement de la prévention.

Au terme de ces propos, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Rebecca Moeti a invité tous les pays et partenaires à apporter leur soutien et à être plus solidaires dans la lutte contre le VIH/sida dans la région africaine.

*Lydie Gisèle Oko*

#### GROGNE AU CNLS

### Le ministre François Ibovi exige des explications au secrétariat exécutif permanent

Suite au mouvement de grève enclenché depuis le 30 novembre à Brazzaville par les agents du Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS), le ministre de la Santé et de la population a exigé des explications à travers un rapport financier de la part de la secrétaire exécutive permanente de cette structure

s'est interrogé sur l'existence d'un quelconque contrat entre l'Etat et ces agents qui réclament vingt mois de salaires impayés. Selon lui, si ces agents avaient été recrutés régulièrement, ils devraient être comptés parmi les fonctionnaires et payés au même moment que tout le monde. Il a aussi déclaré qu'en sa qualité de représentant de l'Etat, il ne pouvait pas accepter que l'argent du trésor public puisse être dépensé sans aucune explication. « Ils sont dans quel registre en ce moment précis ? A quel moment ces gens ont-ils été recrutés ? A qui la secrétaire a-t-elle rendu compte ? Nous ne sommes pas du tout au courant, parce que comme vous pouvez l'imaginer, nous ne pouvons pas recruter des gens et refuser de les payer. Le salaire est la contrepartie du travail, mais en amont il doit y avoir un contrat signé en bonne et due forme », a plaidé François Ibovi.

Qualifiant la situation de nébuleuse au CNLS, il reconnaît toutefois qu'il y a eu des gens qui ont travaillé au niveau de cette structure dans le cadre d'un programme qui liait le ministère de la Santé à la Banque mondiale. « Le secrétariat permanent du CNLS n'avait pas le droit de recruter des gens, s'il s'agissait de le faire, cela ne pouvait se faire qu'avec l'autorisation expresse du ministère. De plus, les gens recrutés devraient régulièrement être enregistrés comme fonctionnaires de l'Etat ou comme contractuels et payés fréquemment », a conclu François Ibovi, insistant que cette nébuleuse ne dépendait pas du ministère mais du secrétariat permanent du CNLS.

*Parfait Wilfrid Douniama*



*François Ibovi*

« Je suis le président du comité de pilotage du CNLS, je n'ai pas connaissance de l'existence de ces personnes, recrutées comme telles, et avec quelles sommes ces gens ont toujours été payés, je ne suis pas au courant. J'exige donc des explications. J'ai demandé un rapport financier que je n'ai toujours pas reçu. Il y a comme un refus de la secrétaire permanente de nous faire un rapport sur la question. Il faudra bien que les agents du CNLS demandent des comptes à leur secrétaire, qu'elle leur explique ce qu'il y a », a indiqué François Ibovi le 1er décembre à la presse. En effet, le ministre de la Santé

## Margaret Chan appelle à étendre le traitement antirétroviral

À la veille de la Journée mondiale du sida, la directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Margaret Chan, a appelé à l'extension du traitement antirétroviral à toutes les personnes vivant avec le VIH, afin de combattre efficacement cette pandémie.

La directrice générale de l'OMS s'exprimait à la suite de la publication d'un nouveau rapport qui indique que « l'extension du traitement antirétroviral est essentielle pour mettre fin à l'épidémie en une génération ». Cette extension du traitement antirétroviral a entraîné une forte baisse du nombre de décès liés au sida, a constaté l'OMS, précisant que depuis le pic de l'épidémie en 2004, le nombre des décès a baissé de 42%, avec environ 7,8 millions de vies sauvées au cours des 15 dernières années.

« L'objectif du millénaire pour le développement consistant à inverser la tendance de l'épidémie du VIH a été atteint avant la date butoir de 2015, une réussite incroyable témoignant de la puissance de l'action nationale et de la solidarité internationale », a indiqué Margaret Chan.

Le rapport relève que le nombre de nouvelles infec-

tions a diminué de 35% et que plus d'une dizaine de millions de personnes bénéficient de traitements antirétroviraux en Afrique. Et en juin dernier, les bénéficiaires s'élevaient à près de 16 millions.

Les 15 dernières années l'OMS a observé le développement spectaculaire de traitements antirétroviraux dans la région africaine où, désormais, plus de 11 millions de personnes en bénéficient, contre seulement 11.000 à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle. Cela revient à dire que les personnes vivant avec le VIH en Afrique ont désormais une probabilité plus grande de bénéficier du traitement que dans la plupart des autres régions du monde.

Parmi les nouveaux objectifs du développement durable figure un appel à mettre fin à l'épidémie du sida d'ici 2030. Ces objectifs ont été approuvés lors de la dernière Assemblée générale des Nations unies tenue en septembre. Pour at-

teindre l'objectif portant sur la réduction du sida, il faut donc baisser de trois quarts les nouvelles infections et doubler au total le nombre de personnes sous traitement d'ici 2020. L'OMS estime que la baisse de 75% du nombre des nouvelles infections et le doublement du nombre des personnes sous traitement antirétroviral d'ici à 2020 sont les premiers jalons à poser pour parvenir à ce but. Dans cette perspective, l'organisation souhaite que davantage d'effort soit consenti en vue de l'amélioration de la prévention. Elle encourage la communauté internationale à une action plus rigoureuse contre le VIH/sida parce que selon elle, parmi les 22 pays dans lesquels 90% des nouvelles infections sont totalisées, au moins huit ont réduit de plus de 50% les nouvelles infections chez les enfants en quelques années. Et ce sont les mêmes médicaments empêchant les personnes séropositives de tomber malades qui préviennent également la transmission du virus des femmes enceintes à leurs enfants.

*Nestor N'Gampoula*





**SERGE LEMA**

## « La Conférence devra tenir compte de la différenciation de l'agriculture itinérante »

**Pour le sommelier congolais installé dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pas de changement global sur le climat sans la prise en compte du mode de vie des peuples autochtones du Bassin du Congo.**

Du point de vue du sommelier congolais, la vigne est un des marqueurs du climat en France. Il observe que les produits agricoles venant de différentes zones françaises subissent l'effet direct du réchauffement climatique. Et il constate que, selon les variations de températures, ils ne sont pas épargnés par le réchauffement climatique. « À un degré près, le vin dont le raisin aura eu une maturité distordue ne sera pas obtenu au même rythme. Au bout, l'effet climat est majeur pour les produits viticoles. En tant que distributeur de vin, nous le constatons au fur et à mesure sur l'impact du goût entre les vins d'aujourd'hui et ceux d'il y a quelques années. Mais, quel que soit le dérèglement climatique, la technologie viendra au secours de l'agriculture viticole ».

En revanche, pour le Congo, son pays d'origine, Serge réfute l'argument selon lequel « la culture sur brûlis gaspille les ressources et se traduit par une dégradation de l'environnement ». Là-bas, ex-



Serge Lema, sommelier congolais de la Porte de Saint Ouen à Paris Crédit photo : Agence Man56

plique-t-il, les populations pratiquent une agriculture itinérante. Cette méthode est la plus efficace pour les peuples autochtones pour s'adapter aux réalités écologiques du Bassin du Congo, confie le sommelier. Il soutient que, face aux difficultés d'établissement d'un agro-écosystème dans la forêt tropicale, cette pratique est une réponse adaptée. « Les populations coexistent sur les différents sites en respect avec les éco-zones où elles vivent en combinant plusieurs stratégies in-

génieuses de subsistance, en laissant le sol en jachère par exemple, sans apport de fumier, engrais ou dépôt alluvial ».

De l'espoir climatique que suscite la 21<sup>e</sup> Conférence de Paris, « j'en attends une prise en compte de la différenciation de la zone subsaharienne », conclut Serge Lema entre deux conseils aux clients sur la dégustation de ses bons crus bien alignés dans sa boutique de la Porte de Saint Ouen à Paris.

**Antoine Daniel Kongo**

## François Hollande annonce aux présidents africains le financement d'une série de projets

Après l'ouverture officielle de la COP21, en présence de 150 chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des délégations de 195 pays, le président français, François Hollande et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, ont pris part à un mini-sommet en présence d'une douzaine de chefs d'Etat africains, la présidente de la commission de l'Union africaine (UA), et des représentants de plusieurs gouvernements et institutions africaines, notamment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, sur le thème: « défi climatique et solutions africaines »

D'entrée de jeu, François Hollande s'est engagé à apporter, aux énergies renouvelables africaines, un financement de 2 milliards d'euros pour la période 2016-2020, soit une hausse de 50% des engagements bilatéraux par rapport aux cinq dernières années.

Ainsi, les projets financés s'inscriront dans le cadre de l'initiative africaine et permettront la mise en œuvre des projets éoliens, solaires, hydroélectriques, géothermiques gouvernementaux, de la société civile et des collectivités territoriales.

A la demande des pays africains, et dans le cadre de la lutte contre la désertification et l'adaptation au changement cli-

matique, François Hollande a annoncé le triplement progressif des engagements bilatéraux, qui atteindront 2 milliards par an à l'horizon 2020. Cette aide bénéficiera, en priorité, aux projets liés à la grande muraille verte, la préservation du lac Tchad et du fleuve Niger. Une démarche devant permettre au chef d'Etat français de rallier les pays africains à l'« accord parfait » attendu, le 11 décembre.

Sans attendre le début des négociations, qui ont démarré le 1er décembre, avec l'entrée en lice des délégations de 195 pays pour parvenir à un accord visant à limiter le réchauffement climatique, François Hollande est passé de la théorie aux actes, rappelant la non responsabilité de l'Afrique dans les catastrophes présentes et en partageant le souhait de ses enfants de l'effectivité d'une mobilisation financière « sans attendre 2020 ». Sera-t-il suivi par ses homologues européens et occidentaux ? S'interroge-t-on.

A l'ouverture de la COP21, le président français a rappelé que ce qui est en cause avec cette conférence sur le climat est la paix. Tout le monde semble partager cette analyse. Le réchauffement climatique devient annonceur ou facteur aggravant des conflits, à cause des sécheresses, des famines, des inondations, des migrations qu'il entraîne.

**Noël Ndong**

## Stéphane Le Foll va lancer l'initiative « 4 pour 1000 : les sols pour la sécurité alimentaire et le climat »

**Paris accueille, du 30 novembre au 11 décembre la COP21. Si l'agriculture participe aux émissions de gaz à effet de serre (GES), elle est aussi et avant tout une solution, a déclaré le ministre français de l'Agriculture, Stéphane Le Foll.**

Face au double défi du réchauffement climatique et de la sécurité alimentaire, l'agriculture, la forêt et les sols constituent de formidables puits de carbone que la France entend notamment graver dans l'agenda des solutions de la COP21 (LPAA), dont le volet agriculture sera présenté ce 1er décembre au Bourget.

Stéphane Le Foll a indiqué que l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes aura des conséquences pour les rendements agricoles. Pour se préparer à leurs effets, il pense fondamental de renforcer la résilience des systèmes de production, et que l'agriculture, à travers l'agro-écologie, peut constituer une partie de la réponse au changement climatique.

La COP 21 est une occasion de faire de la sécurité alimentaire un enjeu primordial dans toute discussion sur le changement climatique, selon lui. Les populations rurales en situation de pauvreté des pays en développement figurent parmi les plus affectées et sont les moins armées pour y faire face. Or la majorité d'entre elles dépend de l'agriculture pour sa subsistance.

En parallèle à l'accord de Paris, Stéphane Le Foll va proposer des solutions concrètes et opérationnelles dans le cadre de l'agenda des solutions ou Plan d'actions Lima-Paris. Ainsi il procédera au lancement de l'initiative « 4 pour 1000 : les sols pour la sécurité alimentaire et le climat » en présence des pays signataires de l'initiative, des représentants des agriculteurs et des filières agricoles, des organisations internationales, instituts de recherche scientifique et technique, des entreprises privées, ses Ong, etc.

« Notre volonté d'œuvrer à la transition vers une agriculture productive, hautement résiliente et fondée sur une gestion adaptée des sols, essentielle pour leur santé, comme souligné par la charte mondiale sur les sols », a déclaré Stéphane Le Foll. Il s'agit d'encourager l'évolution des systèmes agricoles en vue d'augmenter la teneur en matière organique et de renforcer la séquestration du carbone, à travers la mise en œuvre de pratiques adaptées. Il milite pour des sols plus riches en matière organique, donc plus résistants à l'érosion et aux dérèglements climatiques et plus contributive à l'atténuation du changement climatique grâce à la séquestration du carbone.

Quelle peut être la valeur ajoutée de l'Initiative « 4 pour 1000 » ?

Initiative « multipartenariale » construite autour de 2 grands volets, l'Initiative « 4 pour 1000 » doit permettre le développement des actions concrètes bénéfiques aux agriculteurs et éleveurs.

1- Un programme d'actions multi-acteurs, étatiques et non-étatiques, pour une meilleure gestion du carbone des sols - afin de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, tout en contribuant à l'adaptation au changement et à l'atténuation des émissions grâce à :

La mise en œuvre au niveau local de pratiques agricoles et de gestion des milieux favorables des sols riches en carbone et à la biodiversité ; La mise en place de programme de formations et de diffusion des connaissances pour favoriser ces pratiques ; Le financement des projets de restauration, d'amélioration et/ou préservation des stocks de carbone dans les sols ; L'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques et outils adaptés ; Le développement de chaînes d'approvisionnement en produits agricoles respectant les sols.

2- Un programme international de recherche et de coopération scientifique

« Le carbone dans les sols : un enjeu de sécurité alimentaire » portant sur 4 questions scientifiques complémentaires :

L'étude des mécanismes et l'estimation du potentiel de stockage du carbone dans les sols selon les régions et les systèmes L'évaluation des performances des pratiques agricoles vertueuses et leurs conséquences sur la séquestration du CO2 et sur les autres services de production et de régulation l'accompagnement des innovations et leur stimulation par des politiques adéquates le suivi et l'estimation des variations de stock de carbone dans les sols, en particulier à destination des agriculteurs.

Pour un résultat concret, une mobilisation de nouveaux financements est essentielle et la mise en place des politiques de développement adaptées.

**N.Nd.**



## POINTE-NOIRE

# Les vendeurs du marché central dotés d'un marché de substitution

Situé au quartier OCH, dans le premier arrondissement Emery Patrice Lumumba, celui-ci a été officiellement remis aux vendeurs et vendeuses commerçants du marché central le mardi 24 novembre dernier par le député d'Oyo, président de la fondation Perspectives d'avenir et de l'association Dynamique pour la nouvelle République (DNR), Denis Christel Sassou N'Gusso accompagné de diverses autorités civiles et militaires du département de Pointe-Noire.

Ainsi ce marché de l'OCH compte près de quatre mille places ou étalages et est doté d'un éclairage public, des fontaines d'eau, d'un poste de police avancé, des deux grands dépôts pour marchandises, des bacs à ordures, des



toilettes, et d'une sonorisation moderne. La construction de celui-ci par le député, Denis Christel Sassou N'Gusso répond conformément à une demande manifestée par l'ensemble des commerçants du marché central de Pointe-Noire à ce dernier suite au démarrage des travaux de construction d'un marché moderne sur le site du marché central. En effet après le début de ces travaux par le gouvernement de la République, il se posait aux autorités municipales, l'épineux problème d'accueillir provisoirement les vendeurs et vendeuses du marché central durant la période de l'exécution des travaux du marché central.

Appréciant pour sa part ce geste de cœur de l'honorable Denis Christel Sassou N'Gusso, en faveur des commerçants, le coordonnateur national de la Dynamique pour la nouvelle République (DNR), Jean François Kando a rappelé au public l'élan du cœur et l'altruisme du député à l'égard des populations de Pointe-Noire. Pour l'orateur, l'honorable Christel Sassou N'gusso n'est pas à son premier geste en faveur de l'ensemble des populations de la ville océane en particulier et ceux du Congo en général, car en plus de ce marché les populations de cette ville ont encore en mémoire diverses actions menées par ce dernier au profit des pointénégrins notamment la caravane de santé en vue d'administrer gratuitement des soins appropriés aux populations de toutes les



quartiers de Pointe-Noire l'an dernier, l'octroi à travers sa fondation Perspectives d'avenir des bourses d'études supérieures à l'étranger aux jeunes bacheliers congolais, de même la prise d'un engagement public à l'occasion de son élévation à la dignité du citoyen d'honneur de la ville Dolisie sur l'octroi chaque année des bourses d'études supérieures aux meilleurs bacheliers de cette ville.

« Denis Christel Sassou N'Gusso est véritablement un homme politique de type nouveau qui a réussi à introduire dans le microcosme politique congolais un nouveau paradigme qui se résume par deux mots : proximité-partage. En démocratie, le peuple est orienté vers ceux qui tentent de le séduire non vers ceux qui font mine de se résigner à être désirés. De ce fait il est un homme politique qui sait concilier l'impératif du résultat à la satisfaction des besoins du peuple. Ainsiquand tout homme qui s'assigne un grand destin il y a outre l'altruisme, le désir de construire un édifice dont la postérité lui sera reconnaissant », a-t-il déclaré.

De son côté, Joséphine Ngouelé, la représentante des vendeurs de ce marché, a remercié l'honorable Christel Sassou N'Gusso

en ces termes : « En offrant gratuitement ce marché aux commerçants du marché central, vous avez trouvé une réponse appropriée, les commerçants retiendront plus avec défé-

plus cohabiter avec les ordures, les eaux usées et de plus vendre à même le sol certaines denrées alimentaires responsables de plusieurs maladies infectieuses », a-t-elle déclaré.

Souhaitant pour sa part une cordiale bienvenue à Denis Christel Sassou N'Gusso, le maire du premier arrondissement de Pointe-Noire, Pierre Victor Albert Bayonne a expliqué qu'à travers ce geste l'honorable vient de faire preuve de symbole de force, de la solidarité, de l'assurance, de l'amour et générosité qui caractérisent ce dernier. A l'égard de ses frères et sœurs commerçants de ce marché, ce geste signifie que Denis Christel Sassou N'gusso est un homme de bonnes mœurs qui le distinguent d'autres hommes politiques congolais.

« L'engagement est avant tout un acte responsable et réfléchi qui oblige celui qui le prend à respecter sa parole comme il l'avait pris et traduit dans les faits aujourd'hui. Ce don constitue une progression et une construction personnelle et du temple intérieur de son donateur à l'image du bâton de l'un des personnages de la bible Aaron qui avait fait éclore des fleurs et mûrir des amandes en Israël. Les multiples prières des vendeurs de ce marché l'aideront à apporter chaque jour la lumière à ce dernier », a-t-il signifié.

Rappelons que l'endroit qu'abrite actuellement le marché de l'OCH fut précédemment un stade de football. Le gouvernement de la République avait décidé la construction des deux grands marchés centraux modernes à Pointe-Noire sur les



rence votre sens élevé d'amour et du partage, pour cela vous méritez respect, reconnaissance et administration. Bien que provisoire, ce marché permettra aux commerçants de ne

sites du marché central et celui de Tié-Tié respectivement dans le premier et troisième arrondissement de la ville.



## BURKINA FASO

# Les défis du président élu

Roch Marc Christian Kaboré a remporté l'élection présidentielle historique à l'issue du premier tour du scrutin. Le candidat du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) a été élu avec 53,49 % des voix, contre 29,65 % pour son challenger et candidat de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), Zéphirin Diabré.

S'adressant à ses partisans après l'annonce de sa victoire qui était largement attendue, Roch Marc Christian Kaboré a déclaré : « Nous devons nous mettre au travail immédiatement. C'est tous ensemble que nous devons servir le pays ». Il a également promis aux Burkinabés sa « détermination pour ouvrir des opportunités de lendemains meilleurs » et n'a pas caché sa satisfaction d'accéder à la magistrature suprême. « Mes premiers sentiments sont des sentiments de reconnaissance, pour l'honneur qui m'est fait pour exercer cette fonction exaltante dont je mesure par ailleurs le poids de la charge », a-t-il déclaré.

Et faisant part de sa volonté de rassembler tous les Burkinabés, Roch Marc Christian Kaboré a dit : « Le sentier qui s'ouvre devant nous exige la pleine participation des fils et des filles du Burkina Faso, engagés dans la lutte pour le progrès et l'amélioration de la gouvernance du pays. C'est pourquoi, je voudrais féliciter et remercier tous les candidats à l'élection présidentielle

pour leur amour pour la patrie et les encourager à continuer dans la tolérance et l'acceptation de la différence à rechercher les synergies d'actions pour la construction de notre chère patrie ».

Le nouveau président entend inscrire parmi ses premières initiatives la résolution des préoccupations du peuple, lesquelles ont conduit à l'insurrection populaire de fin octobre de l'année dernière. Il s'agira donc pour lui, de tenter de faire face à l'impunité, l'injustice et la cherté de la vie auxquelles s'ajoute le traitement des dossiers pendants relatifs aux crimes de sang et aux crimes économiques.

Les attentes de la population sont entre autres, la stabilisation des institutions, le renforcement de la morale politique et sociale et l'engagement dans l'éducation. C'est dire que le président élu doit œuvrer pour mettre de l'ordre dans la vie publique, sources de nombreuses dérives dans son pays. Il devra aussi chercher à contenir les retombées négatives des revendications

sociales et travailler à les satisfaire à travers le dialogue.

Pour que le Burkina Faso puisse amorcer un développement réel, la population souhaite que toutes ces préoccupations suscitées soient prises en compte par le nouveau président. Ils veulent que Roch Marc Christian Kaboré fasse siennes les douleurs du peuple et cherche effectivement à les résoudre, pour éviter que l'histoire se répète un jour au Burkina Faso.

Banquier de formation et âgé de 58 ans, Roch Marc Christian Kaboré a connu une ascension fulgurante dans le régime de Blaise Compaoré. Il fut Premier ministre de Compaoré et plusieurs fois ministre. Député du parti présidentiel, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), il en a été également le patron pendant plus de dix ans. Durant cette période, il est resté le compagnon le plus fidèle de Blaise Compaoré. C'est en janvier 2014 que cet ancien baron du régime de l'ex-président Blaise Compaoré est passé dans l'opposition, l'a abandonné, soit



Roch Marc Christian Kaboré

dix mois avant sa chute.

Elu pour un mandat de cinq ans, Roch Marc Christian Kaboré sera investi dans un mois comme troisième président de la cinquième République du Burkina Faso. Présenté comme un homme affable, modéré et adepte du consensus, le président élu a été félicité par le candidat malheureux Zéphirin Diabré qui a

reconnu sa défaite.

La tenue réussie de l'élection présidentielle au Burkina Faso marque un terme à une année de transition dans ce pays. Le parti de Blaise Compaoré, n'a pas pu présenter de candidat parce qu'il était interdit à ceux qui ont porté la réforme constitutionnelle décriée de 2014 de participer au scrutin.

Nestor N'Gampoula

## CRISE LIBYENNE

## Nouvelle réunion à Alger des Etats voisins

La septième réunion des Etats voisins de la Libye, tenue le mardi 1er décembre dans la capitale algérienne, a lieu dans un contexte où le danger, représenté par l'ancrage de l'organisation Etat islamique dans le pays, n'a jamais été aussi grand.

A l'instar de celles qui l'ont précédée, cette rencontre vise à trouver une solution politique durable en Libye où deux gouvernements et deux Parlements formés, d'une part par les islamistes, et d'autre part, par des dirigeants libéraux, continuent de s'affronter par groupes armés interposés. Il s'agit des partisans du Congrès général national à Tripoli et de ceux du gouvernement et du Parlement de Tobrouk, reconnus par la communauté internationale.

En dépit du contexte, incitant la plupart des acteurs à envisager l'option militaire en Libye, la médiation algérienne veut, en ce qui la concerne, continuer d'appuyer la solution diplomatique pour pousser les Libyens à mettre en place un gouvernement d'union nationale. Pourtant, lors des négociations d'octobre dernier, le projet de l'ONU, axé sur la formation d'un gouvernement d'union nationale en Libye, avait été rejeté par les deux parties en conflit. Or, c'est sur cette même base que les voisins de la Libye (dont l'Algérie en tête) souhaitent que les Libyens parviennent, cette fois-ci, à la signature d'un accord de paix en présence de l'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler. Même si des appels à une intervention militaire en Libye se sont multipliés, ces derniers temps, de la part des voisins sahéliens mais aussi de l'Egypte et de l'Italie, les autorités algériennes ne veulent nullement en entendre parler. Alger mise, au contraire, sur un règlement politique afin que le problème du terrorisme soit réglé par le futur gouvernement d'union nationale qui devra bénéficier du soutien de la communauté internationale.

Outre le souhait de voir les Libyens s'entendre, les débats sont focalisés sur le danger représenté par la montée des djihadistes liés à al-Qaïda, ainsi qu'à l'avancée de l'organisation Etat islamique en Libye et probablement dans la région.

Nestor N'Gampoula

## COOPÉRATION

## Le Maroc promet le développement inter-États africains

Le ministère de l'Équipement, du transport et de la logistique marocaine a organisé, du 25 au 27 novembre à Rabat, le premier Congrès africain des transports et de la logistique (CATL2015) sur le thème : « Pour la création d'écosystèmes logistiques régionaux ».

Ce rendez-vous a marqué la détermination du pays hôte à participer au développement de la logistique dans le continent africain, dans un esprit gagnant-gagnant. Aussi, le Maroc entend-il mettre son savoir-faire en lo-

l'innovation pour une croissance inclusive.

« La compétitivité et le développement des pays africains sont pénalisés par le manque criard d'infrastructures, résultant d'une carence en financement



Photo de famille

gistique au profit d'une Afrique émergente et sceller des partenariats dynamiques. Placé sous le haut patronage de Sa majesté, le roi Mohammed VI, cet événement avait pour principaux objectifs, de développer des écosystèmes logistiques régionaux, de promouvoir des modèles économiques de co-développement inter-pays africains et de favoriser

et en expertise. A ce titre, le Maroc peut aider les pays africains sur trois volets, notamment : en termes d'accompagnement, de formation et d'investissement. Par ailleurs, nous avons pris part à ce premier rendez-vous continental dans l'optique de tirer profit des expériences concluantes issues d'autres pays africains », a fait savoir le

président des transporteurs terrestres du Gabon, Jean Robert Eugène.

Ces assises ont été ponctuées sur des rencontres B to B, des entretiens bilatéraux, et du symposium africain sur l'intégration régionale et la facilitation du transport routier. Des panels ayant pour thème : « Intégration et écosystèmes logistiques » ; « Partenariats pour une croissance partagée » ; « Réformes institutionnelles, capital immatériel et développement du leadership » ; « Les technologies » et « La connectivité » ont également été inscrits dans l'agenda de ce congrès. Concrètement, cette rencontre a abouti à la signature de plusieurs contrats exécutifs de transport et logistique, ainsi que des contrats d'impulsion économique pour la commission transport et logistique. En marge des travaux, le salon de la logistique et des transports en Afrique a été inauguré.

Notons qu'au nombre des participants figurent les délégations diplomatiques, les bailleurs de fonds internationaux, les médias nationaux et internationaux et trente délégations membres de l'assemblée générale de l'Union africaine du transport et de la logistique.

Josiane Mambou Loukoula



## DÉVELOPPEMENT

## Les ministres du Groupe des Etats ACP peaufinent leur orientation stratégique à Bruxelles

**A Bruxelles, les ministres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), sont réunis pour leur 102<sup>e</sup> session, en vue de prendre des décisions sur des questions de développement et institutionnelles liées à l'avenir de l'organisation.**

Le secrétaire général ACP, Dr Patrick Gomes a déclaré : « cette session du conseil se déroule à un moment très critique où se tiennent plusieurs grands sommets mondiaux sur le commerce, le changement climatique et d'autres problématiques essentielles liées au développement. Le groupe des Etats ACP se trouve à un tournant de son histoire, et nous devons nous poser des questions fondamentales et existentielles sur la façon dont l'organisation peut contribuer efficacement à l'amélioration des conditions de vie de nos populations, compte tenu de nombreux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui », avant d'appeler à une collaboration stratégique durant cette période. Les ministres auront à approuver le budget du secrétariat ACP pour 2016, à prendre des décisions concernant le 8<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ACP, la COP21 et la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévue à Nairobi, au Kenya. Ils débattront aussi sur d'autres sujets tels que le forum sur les petits Etats insulaires en développement (PIED) ACP et l'avenir des relations ACP-UE.

**Sur le 8<sup>e</sup> sommet ACP : du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2016**

Le conseil examinera l'offre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée d'accueillir

le 8<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ACP du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2016 et devra approuver le thème proposé. L'objectif du sommet étant de permettre aux dirigeants ACP de donner des « lignes directrices claires » concernant l'avenir du groupe et sa transformation en une organisation internationale.

Dans la perspective de l'expiration de l'actuel accord qui regroupe l'ACP à l'UE, en 2020, les deux parties ont engagé une réflexion sur la nature de leur future coopération plus en phase avec les enjeux du développement du 21<sup>e</sup> siècle, des changements géopolitiques et du programme de développement post-2015.

**10<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'OMC : Nairobi du 10 au 18 décembre**

Les ministres ACP du Commerce ont récemment adopté une déclaration réaffirmant leur attachement au Programme de Doha pour le développement, et en particulier aux principaux domaines de négociation revêtant une importance pour les pays en développement. Le conseil sera informé des préparatifs en vue de la participation du Groupe ACP à la 10<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC prévue à Nairobi du 15 au 18 décembre.

**Programmation de l'enveloppe intra-ACP**

Au titre du 11<sup>e</sup> FED (2014-2020) l'enveloppement des pays ACP se chiffre à 31,5 milliards d'euros, dont 3,59 milliards sont destinés à l'enveloppe intra-ACP pour financer la coopération intra-ACP et interrégionale ACP, les institutions et organismes conjoints, ainsi qu'une partie des dépenses de fonctionnement du Secrétariat ACP. Le document ACP-UE sera officiellement signé en marge de la 102<sup>e</sup> session du conseil des ministres ACP.

**COP21 : du 30 novembre au 11 décembre**

Le conseil va examiner un document de synthèse sur des questions d'intérêt commun pour les Etats ACP, dans le cadre de la COP21 (Paris - du 30 novembre au 11 décembre), qui réaffirme que « le changement climatique menace la survie même des pays ACP, et pose de graves risques immédiats et à long terme pour les efforts qu'ils mènent en vue de réaliser le développement durable ».

Les principales préoccupations des pays ACP portent sur l'adaptation à la variabilité climatique et un appui suffisant pour financer les mesures d'adaptation en faveur des PMA et des PEID; les pertes et préjudices découlant des impacts du changement climatique; l'atténuation et la limitation du réchauffement planétaire; le financement climatique; la mise au point et le transfert de technologies, ainsi que le renforcement des capacités; et la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.

**Noël Ndong**

## VOITURE À VENDRE

## MARQUE

VOLSKWAGEN  
(AMAROK) 2013  
Climatisé  
Kilométrage : 33628 Km  
I.M. 269KG4  
Téléphone :  
06 631 91 24 /  
05 597 96 34



## NECROLOGIE



Guy-Gervais Kitina, Rédacteur en chef aux Dépêches de Brazzaville, Jean Roger Kitina, Rufine Kandza-Kitina, Anastasie Bantsimba et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère cadet et enfant, Brice Marcel N'landou survenu le samedi 21 novembre 2015 à l'hôpital de Makélékélé

Le programme de l'inhumation se présente comme suit :

Mercredi 2 décembre :

9h00 : levée de corps à la morgue de Makélékélé;

10h-11h00 : recueillement sur place ;

12h00 : messe en l'église St-Kisito de Makélékélé ;

14h00 : départ pour le cimetière Loukanga ;

16h00 : retour au domicile familial sis 17, rue Moussana Texaco-tsiémé (Talangaï).

La direction générale de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) a la profonde douleur d'annoncer à l'ensemble de son personnel, le décès de Fernand Eynet Cou, agent SNPC à la DGAFIC.

Décès survenu le 23 novembre 2015 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 1688, rue Albert Mampiri Batignoles.

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

A Brazzaville, le 23 novembre 2015  
La Direction Générale



Stanislas Okassou, Paule Vianne Mouélé, Fiston Eborandoko, Thiti Françoise Eborandoko, Guy Olala, Teddy Olala, Hortense Obambi et Stella Obambi informent les parents, amis et connaissances, particulièrement des villages Oyoué I, II et III dans le district de Makoua le décès de leur sœur et cousine nommée Claude Bertille Semellé Eborandoko survenu le 19 novembre 2015 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial, n° 104 de la rue Mon Pays à Talangaï Brazzaville. Référence : arrêt Manguier sur la rue Ndolo. Les obsèques auront lieu le mercredi 2 décembre à Brazzaville.

Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, la veuve Obellet Victor, Ida Ekondza, Lydie Olingou, Dorcas Bekale, Rauliat Ndokagna, Prospère Okombi et Ninini Junior Ousman ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, le décès de leur petite fille, nièce, fille, sœur et grande sœur Bertya Carelle Olingou Bondzolo, survenu le 26 novembre 2015 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°78, rue Massa à Talangaï. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



La famille Tchimbebe et Gabio, Isidore Youlou, Gabio Malonga, Mme Tchimbembe Jeanne et enfants : Colas, Sandrine, Christel, Igor Estève, Francis, Christian et Aurélie, informent la famille, les amis et connaissances que l'inhumation de Roger Antoine Tchimbembé, décédé le 21 novembre 2015 au CHU de Brazzaville aura lieu le mardi 1<sup>er</sup> décembre, suivant le programme ci-après :

- 9h00 : levée de corps au CHU de Brazzaville ;
- 10h00 : recueillement au domicile du défunt, sis, 1418 avenue Loutassi au Plateau des 15 ans ;
- 12h00 : messe en l'église Jésus Ressuscité au Plateau des 15 ans ;
- 14h00 : départ pour le cimetière Ma Campagne ;
- 16h00 : fin de cérémonie.



## FORUM DES JEUNES LEADERS À MOSCOU

# Montrer à la face du monde une autre image de la Russie

Le 90<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Association nationale Russe des liaisons culturelles avec l'étranger Rossotroudnichestvo a réuni du 25 au 27 Novembre à Moscou, cent vingt-trois jeunes de vingt-trois pays autour d'une rencontre dénommée « Forum des jeunes leaders nouvelle génération 2015 ». La délégation Congolaise forte de huit jeunes a été conduite par Laure Edith Itoua conseillère du président de la République, chef du département des Congolais de l'étranger.

En effet depuis 2011 la Fédération de Russie organise ce forum ouvert à tous les jeunes étrangers dans le but de montrer une autre image de la Russie loin de tous les stéréotypes véhiculés ici et là. A cette édition cent vingt-trois jeunes professionnels évoluant dans différents domaines ont échangé avec leur homologues Russes dans les domaines de la culture, la politique, les médias, la langue Russe mais aussi sur l'amitié des russes avec les autres nations.

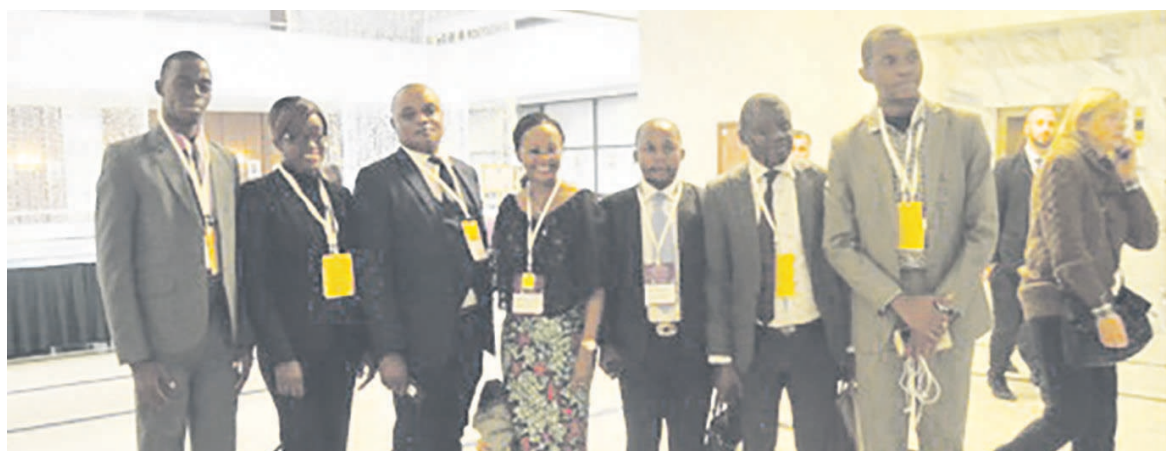
et perception de ce pays. Certaines régions en dehors de Moscou ont déjà accueilli des personnes dans le cadre de ce programme Young leaders », a souligné le responsable de l'Institution Rossotroudnichestvo.

Afin de célébrer la coopération Congo- Russie qui date de cinquante ans, l'institution Rossotroudnichestvo a gratifié la conseillère Edith Itoua de la médaille du renforcement de la paix de l'amitié et de la coopération entre les peuples.



Edith Itoua lors de la réception de la médaille Russie et le Congo. Car c'est cette amitié jusqu'à atteindre d'autres domaines », a relevé le responsable de l'institution. Ce couvent a été directement associé à l'histoire politique, culturelle et religieuse de la

**Le 90<sup>e</sup> anniversaire de l'Agence fédérale pour la communauté des Etats indépendants, compatriotes russes à l'étranger et coopération internationale humanitaire (Rossotrudnitchestvo), un organisme qui a commencé son histoire en 1925 sous le nom de Société de relations culturelles internationales de l'Union soviétique. En 1958 elle se transforme en Union des sociétés soviétiques d'amitié et de relations culturelles avec les pays étrangers pour devenir en 1994 le centre d'échanges culturelles avec les pays étrangers. En 2008, elle prend le nom d'Agence fédérale pour la communauté des Etats indépendants, compatriotes russes à l'étranger et coopération internationale humanitaire (Rossotrudnitchestvo).**



La délégation congolaise à Moscou

« Chaque année plus de mille personnes viennent visiter la Russie. Cela contribue à leur donner une nouvelle vision

« Cette médaille est une fierté pour le pays, le travail que nous faisons rentre dans le cadre des relations entre la

dans beaucoup de domaines. La Russie est un partenaire important du Congo et nous allons continuer à développer

Edith Itoua a déclaré aussi s'inspirer de l'expérience Russe à travers cette institution qui gère les Russes de l'étranger afin de réfléchir sur la stratégie d'intégrer et de mobiliser les compatriotes congolais à l'étranger.

Visite des sites emblématiques de Moscou.

Les cent vingt-trois jeunes ont visité les lieux historiques de la ville de Moscou comme le Couvent de Novodievitchi situé au sud-ouest de la ville, qui faisait partie d'un ensemble monastique s'inscrivant dans le système de défense de la ville.

Russie, et plus étroitement encore au Kremlin de Moscou. La cathédrale du Christ sauveur, la colline des moineaux ainsi que le Mont Poklonnaïa sont les autres sites culturels visités, ainsi que la grande forteresse du Kremlin, résidence officielle des tsars et des dirigeants de l'ex-URSS. Il devient aujourd'hui le centre politique de la Fédération de Russie, en même temps la résidence officielle et le lieu de travail du président Vladimir Poutine.

**De notre envoyée Spéciale à Moscou Hermione Désirée Ngoma**

## DISTINCTION

## Le romancier Alain Mabanckou au Collège de France

Par le biais des réseaux sociaux, le romancier franco-congolais Alain Mabanckou a annoncé, le 30 novembre dernier, sa nomination au Collège de France, à la Chaire de création artistique.

En substance, on pouvait lire : « J'ai le plaisir de vous annoncer que j'ai officiellement été nommé ce jour comme Professeur au Collège de France, à la Chaire annuelle de Création artistique ». L'auteur du roman *Petit piment* a précisé qu'il donnera sa leçon inaugurale le 17 mars 2016. Les cours et les séminaires du Franco-congolais, ouverts à tout le monde, commenceront une semaine après cette leçon inaugurale. Alain Mabanckou, âgé de 49 ans, lauréat du Prix

Renaudot 2006 pour son roman *Mémoires de porc-épic* au Seuil, en lice pour le Prix Goncourt des lycéens, indique par ailleurs qu'il conservera son poste de professeur titulaire à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA).

Le Collège de France au 11 Place Marcelin Berthelot dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a été fondé en 1530 à l'instigation de Guillaume Budé, « maître de librairie » du roi François I<sup>er</sup>. Cet établissement propose, depuis cinq siècles, des dizaines d'enseignements ouverts au plus grand nombre. N'importe qui peut y assister en « auditeur libre » gratuitement et sans inscription. Comme le suggère



sa devise *docet omnia*, « il enseigne tout » : de la philosophie au droit, en passant par la médecine et les mathématiques, ce qui en fait un lieu à part dans la vie intellectuelle française. Être nommé professeur au Collège de France est considéré comme une des plus hautes distinctions dans l'enseignement supérieur français. À propos de la chaire internationale de création artistique, créée en 2004, elle a été occupée tour à tour, avant Alain Mabanckou, par l'architecte Christian de Portzamparc, le compositeur Pascal Dusapin, le peintre Anselm Kiefer ou encore le paysagiste Gilles Clément. Il sera le premier écrivain à occuper ce poste.

**Antoine Daniel Kongo**



MLC

## Le bureau politique n'accorde plus de crédit au chef de l'État

**Les cadres du parti du sénateur Jean-Pierre Bemba se sont alignés dans la logique de ceux qui insistent sur le respect strict de la Constitution, notamment en ce qui concerne les échéances électorales, et accusent Joseph Kabila de vouloir détruire l'architecture politique du pays mise en place depuis 2006.**

Le bureau politique du Mouvement de libération du Congo (MLC), sous la direction de la secrétaire générale, la députée Eve Bazaïba, s'est réuni, le 30 novembre, en session extraordinaire. Ces travaux ont permis à cet organe directeur de cette formation politique d'analyser les derniers développements de la situation politique du pays. Dans cet exercice, les cadres du parti du sénateur Jean-Pierre Bemba ont examiné la déclaration des évêques de la RDC faite le 25 novembre, le discours du chef de l'État à propos du dialogue ainsi que le fonctionnement des provinces démembrées après la nomination de leurs animateurs. Faisant siennes les inquiétudes exprimées par la Conférence

épiscopale nationale du Congo (Céncoc) quant au respect de la Constitution, la recrudescence de la violence, la multiplication des actes d'intimidation et de répression dans le pays, le bureau politique du MLC a conseillé une adhésion massive à l'appel de la haute hiérarchie de l'Église catholique aux militants de cette formation politique, ses sympathisants et à l'ensemble du peuple congolais, soucieux du respect des institutions du pays. Il leur a notamment exhorté à une forte participation disciplinée et pacifique à la marche commémorative du Martyr des Chrétiens prévue pour le 16 février 2016 ainsi qu'à celle du 18 février 2016, en rapport avec le dixième anniversaire de la Constitution.

Analysant le discours du chef de l'État, ces hauts cadres du MLC se sont réconfortés dans leur conviction de la volonté du pouvoir en place de modifier la Constitution, « en prônant un système électoral contraire à la volonté du souverain primaire ». Pour le bureau politique du MLC, dans ce discours qui a achevé de



La secrétaire générale, Eve Bazaïba, lors d'une tournée de dialogue tel qu'animation du parti, dans le Congo /Photo Michel Koyakpa

lecture politique mise en place par la Constitution du 18 février 2006, le chef de l'État met également sous silence sa responsabilité dans la non-programmation de l'exécution des dotations budgétaires votées depuis 2012 et affectées à l'organisation des opérations électorales.

Rappelant au chef de l'État que la Constitution en vigueur est le fruit d'un large consensus acquis depuis Sun City et formalisé par le référendum de 2005, le bureau politique du MLC, qui réitère son opposition au

non-exécution des résolutions et recommandations des Concertations nationales et à la violation systématique de la Constitution. Tout en reconnaissant que le dialogue était une vertu démocratique, les hauts cadres du MLC ont également réaffirmé leurs exigences de voir les élections se tenir dans la limite des échéances prévues par la Constitution.

Dans leurs analyses de la situation, les membres du bureau politique du MLC ont, par ailleurs, déploré la paralysie et la confusion constatées dans la gestion des provinces démembrées. Ils ont, en outre, estimé condamnable toute attitude passive face à ce qui apparaît comme une volonté délibérée de démantèlement du principe de libre administration des provinces, et ont souscrit à l'idée de mener des actions et des manifestations pacifiques afin de « dénoncer la tentation de restaurer un pouvoir autoritaire faisant fi des libertés fondamentales ».

Lucien Dianzenza

ASADHO

## L'ONG s'inquiète des points inscrits à l'ordre du jour du dialogue

**Pour cette organisation, en proposant aux futurs participants au dialogue d'engager une réflexion profonde sur un système électoral dont les modalités de vote seraient peu coûteuses, le président de la République propose la révision de la Constitution et viole son engagement de la respecter.**

Dans une conférence de presse tenue le 30 novembre au siège de l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho), à Gombe, le président de cette organisation, Jean-Claude Katende, a exprimé les inquiétudes de l'ONG au sujet de la proposition faite par le président Joseph Kabila aux futurs participants au dialogue national de modifier le système électoral actuel pour le remplacer par un système électoral avec les modalités de vote peu coûteuses.

Analysant cette allocution du chef de l'État du 28 novembre relative à l'annonce du dialogue national, l'Asadho a rappelé qu'il y a quelques années, certains témoins de la majorité présidentielle avaient déjà proposé la modification du mode d'élection du président de la République au suffrage universel direct pour le remplacer par le suffrage indirect où le chef de l'État serait élu par les parlementaires au motif que l'élection au suffrage universel direct est trop coûteuse. L'ONG a également noté qu'en 2011, pour des questions des finances, le président Joseph Kabila avait fait modifier la Constitution, en fai-



Le président de l'Asadho, Me Jean-Claude Katende /Photo Adiac

sant supprimer le deuxième tour de l'élection présidentielle. Le vrai motif, a soutenu cette ONG, étant que le président Joseph Kabila voulait de se donner plus de chance pour être réélu en 2011, ce qu'il avait obtenu.

Pour l'Asadho, en effet, la révision du système électoral entraînera la révision de la Constitution. Ce qui donnerait au président Joseph Kabila, a expliqué le président de cette ONG, la possibilité de se représenter pour un autre mandat, sous l'égide d'une nouvelle Constitution. « L'allocution du président Joseph Kabila montre sa volonté de ne pas respecter l'actuelle Constitution et de ne pas se retirer du pouvoir à la fin de son deuxième mandat. Ce qui est inacceptable », a insisté Me Jean-Claude Katende.

Respect strict de la Constitution Réfléchissant dans le sens de la tenue de ce dialogue, Me Jean-

Claude Katende a exhorté le président de la République de respecter et de faire respecter la Constitution de la République, de retirer du dialogue les questions de nature à conduire à la révision de la Constitution et d'honorer son engagement de respecter la Constitution.

Le président de l'Asadho a, par ailleurs, demandé à l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et aux alliés de s'abstenir de participer au projet du président Joseph Kabila, tendant à faire réviser la Constitution pour se maintenir au pouvoir.

Alors qu'aux participants au dialogue, cette ONG a recommandé de refuser de traiter de toutes questions de nature à conduire à la révision de la Constitution et de s'abstenir de toute résolution de nature à permettre au président Joseph Kabila de se représenter pour un autre mandat présidentiel.

Les forces sociales et démocratiques opposées à la révision de la Constitution ont, elles, été appelées à se mobiliser pour faire échec au projet du président Joseph Kabila de faire réviser la Constitution pour se maintenir au pouvoir. Et les populations congolaises ont été conseillées de s'associer aux forces sociales et démocratiques opposées à la révision de la Constitution pour faire échec au projet de faire changer la Constitution de la République.

L.D.

DIALOGUE NATIONAL

## Signature de l'ordonnance présidentielle

**Le nombre de participants, la durée et le site devant abriter le forum seront fixés par un comité préparatoire à mettre en place dans les plus brefs délais.**

Les dés sont jetés. Le projet du dialogue national, qui, hier encore, passait pour une simple vue de l'esprit, est en train de se matérialiser aujourd'hui. Quarante-huit heures après son discours-annonce, le président de la République, Joseph Kabila, vient, cette fois-ci, de signer l'ordonnance portant convocation de ce forum national. L'ordonnance présidentielle lue à la télévision publique le 30 novembre apporte un nouvel éclairage en donnant quelques détails sur l'organisation du dialogue que l'on veut inclusif. Ce dialogue qui aura lieu à Kinshasa portera essentiellement « sur l'organisation d'un processus électoral apaisé, complet, inclusif, crédible et conforme aux standards internationaux ainsi que sur toutes les questions connexes ».

L'on retiendra également qu'un comité préparatoire est en passe d'être mis en place dans un délai ne dépassant pas dix jours, à dater de la signature de ladite ordonnance. Des délégués de toutes les parties prenantes, à savoir la société civile, la majorité présidentielle et l'opposition politique, y prendront part. Les participants à ce comité préparatoire auront pour

tâches essentielles d'apprêter les documents de travail, d'élaborer les projets de l'ordre du jour à soumettre à la plénière du dialogue, de déterminer toutes les modalités d'organisation et de fonctionnement du dialogue, de fixer le nombre de participants qui doivent provenir de la société civile, de la majorité présidentielle et de l'opposition politique et de fixer la durée et le site qui va abriter le forum. L'organisation et le fonctionnement du dialogue et du comité préparatoire seront fixés par un règlement intérieur.

Sans préjudices d'autres dispositions à déterminer par le règlement intérieur, le dialogue comprendra un bureau et une plénière pouvant éclater en commissions. Le bureau est assisté d'un facilitateur international. Concernant la co-médiation des travaux, elle sera assurée par un représentant de la majorité et de l'opposition politique. L'ordonnance présidentielle note, par ailleurs, que le comité préparatoire, la plénière et les commissions du dialogue statueront par consensus.

À la fin des travaux, le bureau fera parvenir les résolutions et recommandations du dialogue au président de la République qui, à son tour, les transmettra, pour exécution, aux institutions compétentes. Un comité de suivi sera mis en œuvre pour veiller à la bonne application des résolutions.

Alain Diasso



## VIE ASSOCIATIVE

# Mwimba Texas salue la création d'un réseau d'ONG de défense des droits des albinos

**Cette avancée se compte parmi les résolutions de la conférence internationale sur l'albinisme tenue au cours du mois de novembre à Dar-es-Salam, en Tanzanie, à laquelle a participé le président de la FMT.**

De retour de Dar-es-Salam, où il a participé à la première conférence internationale sur l'albinisme, le président de la Fondation Mwimba Texas (FMT), le catcheur albinos Alphonse Makiese Mwimba Texas, a salué la qualité des recommandations qui ont sanctionné cette rencontre organisée par l'ONG Under the Same Sun (USS) présidée par Peter Ash. Il s'agit notamment de la création en Afrique et sur le plan mondial d'un réseau des ONG pour la défense des albinos.

Parmi les soucis exprimés lors de ces travaux, qui ont réunis les représentants des trente-six pays dont vingt-neuf Africains, Mwimba Texas a également noté la prévention du cancer de la peau, considéré comme la maladie qui ravage les albinos. Pour le président fondateur d'USS, a-t-il souligné, le souhait est la fabrication de la crème solaire dans tous les pays africains afin d'aider à combattre ce fléau. Dans cette op-

tique, a souligné le président de la FMT, la Tanzanie est première dans cette liste parce qu'elle a déjà la fabrique de ce produit important pour la protection de la peau des albinos.

Les participants à cette conférence ont également insisté sur le port des chapeaux et des habits à manche longue par des albinos afin de se protéger contre le soleil, qui est à la base du cancer de la peau. Ils ont, en outre, lancé un appel à tous les pays afin de prendre des dispositions pour que cessent les meurtres des albinos alors que, de l'autre part, ils ont plaidé pour des dispositions visant la scolarisation des albinos dont notamment la sensibilisation des enseignants sur leurs problèmes de vue que l'on peut pallier entre autres, en les plaçant aux premiers bancs.

## La RDC valablement représentée

À Dar-es-Salam, Mwimba Texas a rencontré une forte délégation venue de la RDC. Elle a été composée notamment de la représentante de la Fondation Gertler, Mamie Kabongolo dont l'apport a été bénéfique à Mwimba Texas dans l'interprétariat lors



Le président de la FMT, Mwimba Texas, dans les installations des Dépêches de Brazzaville, à Kinshasa/Photo Adiac

des différentes rencontres, du Dr Inena wa Inena, qui s'occupe des albinos à l'hôpital du Cinquante-naire, à Kisangani, et de Servin Ndumba, un albinos travaillant dans la défense des droits de ses pairs à Kisangani.

Face à cette présence, le président de la FMT a reconnu les

actions de la Fondation famille Gertler du président Dan Gertler et du directeur général Peter Deboutte, en faveur des albinos. En plus des autres actions en faveur des albinos, cette fondation prend, en effet, en charge la scolarisation de vingt albinos membres de la FMT. Elle a tissé avec la FMT un partenariat dont les bénéficiaires sont appréciés par ses membres et leurs familles. Il y a également, dans ce genre de relation, l'agence KPM cargo, qui aide au transport de tous les dons faits à la FMT depuis l'Europe ou d'autres pays africains.

## Honoré par Gloria Dei

De retour de la Tanzanie, Alphonse Makiese Mwimba Texas a été primé par l'ONG Gloria Dei. Au cours de cette cérémonie qui s'est passée le 27 novembre

au Salon Okapi de l'hôtel Venus, cette ONG d'hommes de Dieu a reconnu les actions du président de la FMT en faveur des albinos. « Avant, les albinos n'étaient pas respectés. Ils étaient considérés comme des sous-hommes, des hommes mystiques. Mais, avec ton action, ils ont intégré la société, qui leur donne la valeur qui est la leur comme faisant intégrante d'elle », a souligné le président de cette association, Max Menga, qui a souligné les qualités de Mwimba Texas, en tant que défenseur des albinos en RDC, lors de la remise du trophée à cet effet. Parmi les lauréats, il y a également eu le pasteur Frederick Muanfa Bopali, qui est, selon Mwimba Texas, un grand albinophile et qui a déjà reçu la FMT dans son église implantée à N'Djili. Devant ce trophée, le président de la FMT a salué l'acte posé par l'ONG Gloria Dei, qui reconnaît les mérites de ses dix-huit ans en faveur des albinos (La FMT vit son dix-huitième année), alors qu'il est encore en vie, contrairement à ceux qui attendent la mort pour louer les valeurs d'un acteur social, économique ou politique.

Lucien Dianzenza

## UNICEF

## Le nombre de décès d'adolescents dus au sida a triplé

**«Le nombre de décès d'adolescents imputables au sida a triplé au cours des 15 dernières années», indique l'Unicef dans un communiqué de presse publié à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida.**

Depuis 2000, souligne l'Unicef, près de 1,3 million de nouvelles infections ont été évitées largement en raison des progrès obtenus dans la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. En 2014, trois femmes enceintes sur cinq vivant avec le VIH recevaient un traitement aux antirétroviraux pour prévenir la transmission du virus à leurs bébés. Ceci s'est traduit par une réduction de 60 % des décès liés au sida parmi les enfants de moins de quatre ans depuis 2000. Ces efforts visant à éliminer la transmission du virus de la mère à l'enfant contribueront à modifier l'évolution de l'épidémie pour la prochaine génération d'adolescents. Craig McClure, chef des programmes mondiaux sur le VIH-sida pour l'Unicef estime que les progrès réalisés pour prévenir la transmission de la mère à l'enfant sont louables et doivent être célébrés. « Mais des investissements immédiats sont nécessaires pour fournir aux enfants et aux adolescents qui sont infectés les traitements qui peuvent leur sauver la vie », a-t-il déclaré. Craig plaide pour l'accès de jeunes séropositifs au traitement. « Il est crucial que les jeunes qui sont séropositifs au VIH aient accès à un traitement, à des soins et à un soutien. De même, ceux et celles dont le test VIH

se révèle négatif doivent avoir accès aux connaissances et aux moyens nécessaires pour le rester », a poursuivi le chef des programmes mondiaux.

Première cause de décès chez les adolescents en Afrique et deuxième cause de décès chez les adolescents au niveau mondial, le sida touche plus les jeunes, le seul groupe pour lequel les chiffres relatifs à la mortalité ne sont pas en diminution. En Afrique subsaharienne, la région qui affiche la plus forte prévalence, les filles, souligne l'Unicef, sont considérablement plus touchées et comptent pour sept sur dix des nouvelles infections parmi les quinze à dix-neuf ans. Et pourtant, un adolescent seulement sur dix de ce groupe d'âge est testé pour le VIH dans la région. Selon les données présentées par l'Unicef dans ses statistiques actualisées sur les enfants, les adolescents et le sida (Statistical Update on Children, Adolescents and AIDS), moins de la moitié des enfants de moins de 2 mois sont testés pour le VIH. Un sur trois seulement des 2,6 millions d'enfants de moins de 15 ans qui vivent avec le VIH bénéficie d'un traitement.

Ces nouvelles données montrent que la plupart des adolescents qui meurent de maladies liées au VIH ont été infectés par le virus pendant leur petite enfance, il y a 10 à 15 ans, à l'époque où un nombre moins important de femmes et de mères vivant avec le VIH recevaient des antirétroviraux pour prévenir la transmission du virus de la mère à l'enfant.

Aline Nzuzi

## SECTEUR AGRICOLE

## Seulement trois pour cent de financement

**Quoiqu'elle ait soixante-quinze millions d'hectares de terres arables, la RDC présentée comme le deuxième pays africain possédant le plus vaste potentiel agricole de la région n'a pas réussi à attirer des financements importants au cours de ces dernières années. En effet, les chiffres du FPM, Fonds pour l'inclusion financière en RD-Congo, font état de 3% des financements en 2011. Il est clair, affirme le FPM, que l'offre de service n'est pas adaptée aux réalités du secteur agricole. Le 4 décembre, il est prévu une rencontre des différents acteurs du secteur au siège du Fonds pour échanger sur les résultats d'une grande étude agricole menée dans trois provinces du pays.**

Le 12 décembre 2014, en marge d'un atelier, le FPM a lancé cette étude de marché sur les opportunités d'investissement en finance agricole pour les institutions financières. Il s'agit d'une étude menée sur le terrain par SNV, une organisation néerlandaise de développement. Selon les informations disponibles, cette organisation s'est déployée dans trois provinces, en l'occurrence le Bas-Congo, le Bandundu et le Sud-Kivu. Cette démarche répond ainsi à l'urgence de faire face à une des contraintes majeures au développement du secteur agricole qu'est le financement, poursuit le FPM.

Une année après, l'on s'interroge déjà sur les résultats. En effet, cette étude poursuivait deux objectifs majeurs. D'abord, il y a l'identification des opportunités d'investir dans l'offre des services financiers aux différents acteurs du secteur agricole (spécification de la nature et de la structure de la demande du marché ainsi que ses contraintes). Ensuite, il faut signaler également la définition des différents modèles d'affaires ainsi que les mécanismes de financement possibles. L'atelier du 4 décembre sera une occasion propice pour présenter justement les résultats de l'étude aux institutions financières

ainsi qu'aux différents acteurs et prestataires du secteur agricole en RDC.

Le FPM a levé un pan de son voile sur le contenu de ces résultats très attendus. L'étude comportera des renseignements sur l'organisation du secteur agricole, principalement le cadre macroéconomique et institutionnel, le cadre juridique et fiscal, le cadre foncier, les acteurs et les services techniques disponibles. Au-delà, la présentation des résultats intégrera également la demande solvable en services financiers des agriculteurs ainsi que l'offre actuelle de services financiers et les pratiques d'accès au financement des agriculteurs. Ensuite, il sera question de faire le point sur les opportunités et les contraintes de financement des différents acteurs impliqués dans la chaîne de valeur. Enfin, l'étude livrera les différents mécanismes pouvant être utilisés par les institutions financières pour offrir les services et produits financiers aux agriculteurs de façon efficiente. La divulgation de ces données promet d'intenses échanges d'autant plus qu'il s'agit d'un secteur très stratégique capable de booster la croissance économique. Environ 70% de la population locale vivent du secteur agricole mais il est difficile d'en tirer un réel profit à cause de la faiblesse de l'accès au financement. En raison de l'absence de données actualisées, beaucoup de banques du pays rechignent à accorder des crédits pour financer des projets agricoles. Les plus « téméraires » interviennent quand même mais en aval, lorsque l'agriculteur est prêt à passer à la phase de commercialisation.

La bonne nouvelle est l'intérêt croissant des instances publiques, des bailleurs de fonds et des privés. Il y a même eu un Plan national d'investissement agricole mis sur pied par le gouvernement pour relancer les activités agricoles. L'atelier du vendredi prochain promet d'accompagner les efforts menés jusque-là pour sortir le secteur agricole de l'ornière.

Laurent Essolomwa



## DIVISION 1

## Résultat d'égalité entre Lupopo et Mazembe

Il n'y a pas eu de vainqueur à l'issue du derby lushois entre le TP Mazembe, récent vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique, et le FC Saint-Éloi Lupopo son rival de tous les temps, en match en retard de la quatrième journée du championnat national de football. Malgré cela, Mazembe finit la manche aller en tête du classement de la zone centre-sud.

Le FC Saint-Éloi Lupopo et le TP Mazembe ont fait un match à égalité d'un but partout, le 29 novembre, au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi, en match remis de la quatrième journée de la 21e édition du championnat national de football - Division 1-, dans la zone de développement centre sud. Les Cheminots ouvraient la marque à la 26e minute par Héritier Makambo, avant que Mazembe n'ait égalisé juste après la pause par Jonathan Bolingi Merikani à la 47e minute. L'on a noté au cours de cette rencontre l'expulsion du milieu de terrain ghanéen Gladson Awako de Mazembe pour avoir levé sa main sur le joueur Mayengo de Lupopo. Les Corbeaux ont donc fini la partie en infériorité numérique. Au terme de ce match, Mazembe est en tête de cette zone de développement avec 21 points glanés à la fin de la manche aller, devant Sanga Balende de Mbuji-Mayi qui compte 20 points. Lupopo prend la troisième position avec 18 points.

La manche retour sur la zone



Jonathan Bolingi Merikani de Mazembe, buteur contre Lupopo (photo tpmazembe.com)

centre sud démarre, selon le programme de la Ligue nationale de football (Linafoot), le 6 décembre avec quatre rencontres. US Tshinkunku recevra à Kananaga le CS Don Bosco de Lubumbashi, alors qu'à Mbuji-Mayi, le club local d'AS Bantous accueillera le FC Saint-Éloi Lupopo. À Lubumbashi, JS Groupe Bazano affrontera Lubumbashi sport et à Mbuji-Mayi, l'on suivra l'explication entre le club nouveau promu Océan Pacifique et l'ogre Sanga Balende. Soulignons que le TP Mazembe n'est pas programmé pour jouer le 6 décembre, car le club lushois devra se rendre à Osaka au Japon pour prendre part à la Coupe du monde des clubs de la Fifa prévu du 10 au 20 décembre. C'est après cette compétition que Mazembe regagnera le pays pour débiter sa phase retour qui pourrait être encore compliquée car les Léopards locaux prendront part à la phase finale de la 4e édition du Cham-

pionnat d'Afrique des nations qui se tiendra en janvier et février 2016 au Rwanda.

#### Mazembe face à Orlando en Super Coupe d'Afrique...

Et le 14 février 2016, ce sera la Super Coupe de la Confédération africaine de football qui met aux prises le vainqueur de la Ligue des champions à celui de la Coupe de la Confédération. Mazembe (tombeur de l'Usma d'Algérie en finale de la C1 africaine) s'opposera donc à l'Étoile Sportive du Sahel, vainqueur de la C2 en battant en finale Orlando Pirates d'Afrique du Sud au match retour par un but à zéro. Au match aller en Afrique du Sud, les deux équipes faisaient un match à égalité d'un but partout. L'on rappelle que l'Entente Sportive de Sétif d'Algérie avait remporté la Super Coupe d'Afrique de la saison dernière, le 21 février 2015, face à Al Ahly.

Martin Engimo

## DIALOGUE NATIONAL

## Le front du refus se consolide

Le G7 et la Dynamique de l'opposition ont redit, le 30 novembre, leur refus de prendre part à une quelconque rencontre qui tenterait de maintenir Joseph Kabila au pouvoir au-delà de 2016.

« Peuple congolais, lève-toi et marche pour sauver la démocratie et la Constitution ». Telle est, en substance, l'appel lancé le 30 novembre par le Front commun de l'opposition contre le projet de glissement du mandat présidentiel au-delà du délai prescrit par la Constitution. C'était au cours d'une réunion d'harmonisation de vue entre ses deux principales composantes, à savoir le G7 et la Dynamique de l'opposition. Ces deux regroupements politiques de l'opposition sont, en effet, montés au créneau pour crier haut et fort leur refus de prendre part au dialogue qui tenterait, selon eux, de maintenir Joseph Kabila dans la course au-delà de 2016. Cette nouvelle coalition de l'opposition entend donc veiller à la sauvegarde des intérêts de la République aujourd'hui menacés à la lumière du dernier message présidentiel annonçant la tenue imminente du dialogue.

Le front commun de l'opposition se dit convaincu que la majorité présidentielle prépare un coup d'État constitutionnel qui passerait par la refonte du système électoral avec des modalités de

vote moins coûteuses. Pour cette nouvelle coalition de l'opposition, une telle requête vise à renverser le régime constitutionnel actuel dans l'objectif inavoué de conserver le pouvoir. Dans leur déclaration commune, ces deux plateformes politiques aujourd'hui alliées au sein du Front commun de l'opposition mettent en doute la sincérité de Joseph Kabila qui s'emploierait, d'après elles, à vider l'actuelle Constitution de toute sa substance afin de s'offrir une présidence à vie. « Devant cette situation, que nous reste-t-il encore ? Sinon, le choix de nous lever et de marcher ! », ont lâché Vital Kamerhe et ses partenaires politiques.

Tout en réitérant leur attachement au respect absolu de la Constitution de la RDC, gage de paix et de stabilité, aujourd'hui foulée au pied à cause des intérêts sordides de confiscation du pouvoir, ce Front commun de l'opposition annonce pour bientôt la publication d'un chronogramme d'actions de grande envergure qu'il entend initier. Objectif : contrer toute velléité de modification constitutionnelle. En attendant, le tandem Dynamique de l'opposition - G7 dit non au dialogue, à un gouvernement de transition, à la violation ou au changement de la Constitution, au référendum et au glissement.

Alain Diasso

## FESTIVAL AMANI

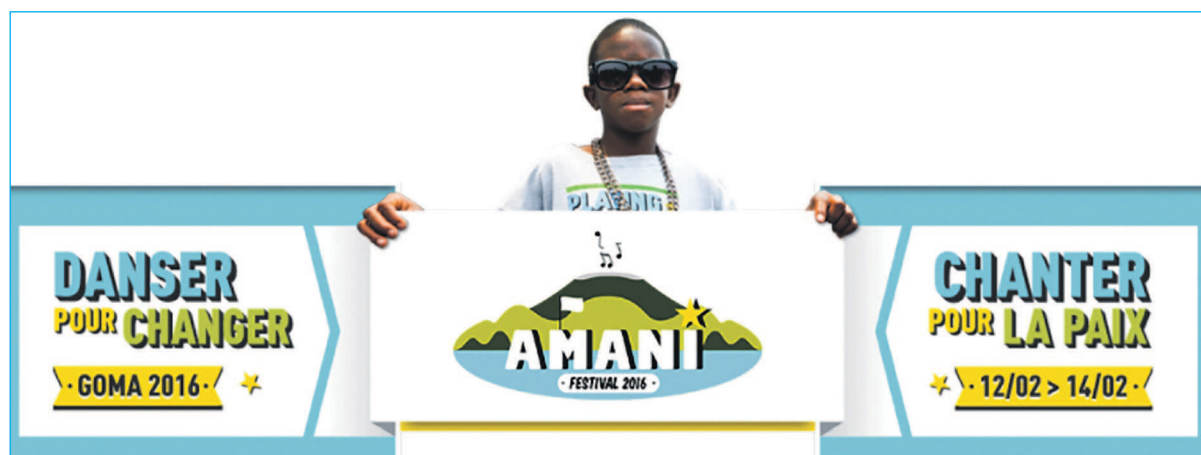
## Werrason sera de la partie à la troisième édition

Vraisemblablement tête d'affiche, c'est en sa qualité de star internationale que le Roi de la forêt prestera sur le podium de l'évènement prévu du 12 au 14 février 2016 et participe depuis 2014 au paysage culturel de la ville de Goma.

Alors qu'ils avaient jeté leur dévolu sur Werrason comme super star de la troisième édition, les organisateurs se sont réjouis par la suite d'apprendre qu'il avait signé un titre avec Innoss' B. Le Festival Amani se félicite donc pour ce choix qui devrait faire le bonheur de plusieurs mélomanes. D'autant plus qu'avec le reste de l'affiche qui annonce une programmation musicale assez éclectique, il y aura de quoi contenter quasiment tout le monde.

À cet effet, il faut compter parmi les musiciens étrangers attendus à Goma des artistes d'une certaine trempe issus de tous les horizons, souligne-t-on. Aussi, au nombre des hôtes de cette édition, il y a notamment des légendes continentale à l'instar du fameux Zao. Pour commencer, Goma fera la découverte du chan-

teur originaire du Congo-Brazzaville dont le ton humoristique est fort appréciable. Avec le grand trio de musiciens traditionnels africains Aly Keita (Mali), Joel Sebungu (Ouganda) et Kareyce Fotso (Cameroun), il y aura de quoi se replonger dans les racines de la musique africaine. Savoir qu'Aly Keita, véritable virtuose du balafon, est d'ailleurs tenu pour l'un de ses meilleurs ambassadeurs. Joel Sebungu, quant à lui, est passé maître dans le maniement de la kora, instrument traditionnel d'usage répandu en Afrique de l'Ouest. Tandis que tout en gardant un pied dans la culture de ses ancêtres et l'autre dans le monde moderne, Kareyce Fotso joue de la guitare et de la sanza (piano à pouce) en chantant, dit-on, « la femme africaine épanouie, entière, digne avec humour, sensualité et émotions ». À ces impressionnants talents est à joindre la chanteuse de hip-hop, reggae et soul Nneka, une artiste d'origine nigériane résidant à Hambourg en Allemagne. Comme d'ordinaire, le Festival Amani entend offrir une diversité bien au-delà des ces grands de la



L'affiche du Festival Amani 2016

musique internationale. Quitte ici à ouvrir également ses portes aux talents immenses dont regorge la région des Grands lacs sans oublier les musiciens locaux. Vont donc également performer dans la capitale du Nord-Kivu, affirme-t-on, « la talentueuse Angel Mutoni (Rwanda) » avec ses pairs congolais « l'ambassadeur de rumba congolaise Jc Kibombo », « le chanteur d'amour Kode », « le rappeur BlackMan », le « duo Melissa FT. Wivine » et « la Céline Dion congolaise Keren ». Contribueront également à l'ambiance les danseurs traditionnels et modernes venus de toute la région (Goma, Idjwi, Lulingu, Masi-

si,...), fait savoir l'organisation. Par ailleurs, lors de la conférence de presse tenue au Centre Wallonie-Bruxelles vendredi dernier, le promoteur du Festival Amani a fait écho de deux grandes innovations. Éric Delamotte a souligné qu'« en plus de l'espace humanitaire, un espace de l'entrepreneuriat sera organisé au sein du Village Kwa Kesho Bora (pour un lendemain meilleur) ». Et d'ajouter que le Festival Amani souhaite de la sorte « promouvoir le dynamisme et l'esprit d'innovation qu'il considère comme des voies importantes pour le développement et la prospérité de la région ».

En outre, « les six artistes locaux de Goma sélectionnés par la population pour participer à la troisième édition recevront, chacun, un montant de 1 000 \$ du Festival Amani pour réaliser un projet artistique ». Et de conclure que « le marathon sera cette année courue en équipe de six personnes ». Avec la précision suivante : « Nous le transformerons ainsi en Ekiden. Des entreprises et autres organisations de la ville de Goma sont invitées à inscrire une ou plusieurs équipes de leur structure et ainsi à encourager l'esprit d'équipe et la solidarité ».

Nioni Masela



## RPDH

## Un atelier de sensibilisation sur les fondements de l'Etat de droit et les droits de l'Homme s'ouvre vendredi

Organisé sur le thème général, « **Consolider l'Etat de droit et la démocratie au Congo par l'éducation aux droits de l'homme et la participation citoyenne** », cet atelier de la Rencontre pour la paix et les droits de l'Homme (RPDH) qui se tient le 4 décembre prochain s'inscrit dans le cadre de son programme de promotion des droits de l'Homme, de la participation citoyenne et de la justice au Congo qu'il développe avec l'appui de la Fondation nationale pour la Démocratie-NED.

Entre autres objectifs généraux que vise cet atelier, vulgariser les principes des droits de l'Homme et les fondements de l'Etat de droit, susciter un débat sur les droits de l'homme, la participation citoyenne, la démocratie et l'Etat de droit, former des citoyens en vue de susciter la prise de conscience sur leurs droits et devoirs et enfin acquérir les compétences en vue de limiter l'impunité. Et à côté de ceux-ci, s'alignent aussi des objectifs spécifiques que sont, la sensibilisation des populations de Pointe-Noire sur les droits de l'Homme, l'Etat de droit, la démocratie et la participation citoyenne. La vulgarisation des divers outils de promotion des droits de l'Homme ainsi que les différents mécanismes de

recours prévus en cas de violation, soulever les enjeux du processus démocratique et de l'Etat de droit au Congo, identifier les principales violations des droits de l'Homme et les recours citoyens qui y sont et enfin réfléchir sur les stratégies d'actions pour assurer le respect effectif des droits de l'Homme à travers la participation citoyenne active.

Hormis le thème général, les travaux seront structurés en deux panels, le premier traitant des droits de l'Homme comme socle de la démocratie regroupe trois sous-thèmes à savoir, « *Introduction générale aux droits de l'Homme* », « *Mécanismes de recours en cas de violation* » et « *Pouvoirs publics et Protection des droits de l'Homme* ». Et le deuxième panel traitant des fondements de l'Etat de droit et la participation citoyenne regroupe, lui aussi, trois sous-thèmes notamment, « *Etat de droit et participation citoyenne : droit à la participation. Enjeux, défis et perspectives* », « *Etat des lieux du processus démocratique en République du Congo. Participation citoyenne dans le suivi du cycle électoral en République du Congo : Dialogue, phases préélectorales/Electorales/Post électorales* » et enfin « *Rôle des professionnels des médias et des artistes dans le*

*suivi des violations des droits de l'homme : Alertes et recours* ».

Pour Christian Mounzéo, président de cette structure, les résultats attendus dudit séminaire-atelier sont entre autres, les connaissances des participants sur les droits de l'Homme, les fondements de l'Etat de droit et la démocratie sont renforcées, les différents mécanismes de promotion et de protection des droits de l'Homme sont désormais connus, les recours en cas d'atteintes aux droits de l'Homme sont connus, les participants sensibilisés perçoivent désormais l'intérêt de contribuer au respect des droits de l'homme, de l'Etat de droit et la démocratie à travers la participation citoyenne dans le pays et enfin les participants font des propositions sur leur possible rôle dans l'amélioration du contexte en matière des droits humains.

Soulignons que le RPDH est une organisation non gouvernementale de promotion, de défense et de protection des Droits des Humains au Congo, membre de la « *Coalition internationale Publiez ce que vous Payez* », du Réseau pour les Droits Economiques et Sociaux culturels ESCR-NET, membre de l'Association internationale pour le code de conduite des entreprises de sécurité privées et autres.

Faustin Akono

## JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

### Plaidoyer pour plus de protection et de sécurité

Dans le cadre de ladite journée, célébrée le 25 novembre dernier, une causerie-débat a été organisée à la communauté urbaine de Hinda, située dans le Kouilou, sous la direction de l'administrateur-maire de la ville, Elisabeth Mangoko.

En effet divers catégories des femmes de Hinda ont participé à cette cérémonie notamment, les femmes salariées du secteur public, para-public et privé, les femmes artisanes, paysannes, ménagères, vendeuses, les écolières et autres.

Dans son allocution de circonstance, l'administrateur-maire, Elisabeth Mangoko, a évoqué l'intérêt de l'institutionnalisation de ladite journée par la communauté internationale avec comme principal objectif, dénoncer le contenu affreux des pratiques observées sur la femme à travers le monde. A titre illustratif, l'oratrice a relevé le nombre de fois que les femmes sont droguées, violées par des hommes, des corps des femmes sans vie avec des organes génitaux mutilés, gisant parfois à même le sol.

« *L'occasion était indiquée pour ces femmes d'échanger sur leurs faiblesses et d'aborder aussi la question des couples au Congo où 50% des femmes dans les ménages subissent des violences de toute sorte, de la part de leurs époux. Il s'agit des violences à la fois physique et morale (séviesses corporelles à chaque dispute, absence de contrats ordinaires ou intimes). Pour l'oratrice, les femmes ont profité de cette occasion pour demander plus de protection et de sécurité dans leur quotidien aux pouvoirs publics principalement à l'endroit de la jeune fille, qui constitue la principale cible en vue d'un équilibre social cohérent* », a-t-elle conclu.

Notons que c'est à bâtons rompus que les dames de Hinda se sont échangées et exprimées en toute responsabilité contre ce type de comportement que gèrent certains hommes à des fins inavouées.

Séverin Ibara



LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:



Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace  
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso  
Immeuble les manguiers (Mpila) Dépêche de Brazzaville

Ouvert tous les jours

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h





## KARATÉ

# La Ligue de Brazzaville a lancé sa saison sportive

La Ligue de Brazzaville de karaté a lancé, le 29 novembre, sa saison sportive 2015-2016, de façon tout à fait particulière. Le sixième anniversaire du club de karaté Abala sport a coïncidé avec le lancement de cette saison sportive.

« La récréation est terminée, l'heure est au travail. Rejetons ce qui était mauvais aux Jeux africains et considérons les bons comme les acquis afin que ces derniers soient considérés comme point de départ pour l'amélioration de la performance. Le karaté ne doit pas s'arrêter aux Jeux africains, nous devons envisager d'autres titres, cette fois-ci, au niveau mondial », a rappelé Me Ernest Guy Mongallet, le directeur des compétitions. La première édition de l'Open Abala Uni pour le karaté, marquant le début des activités à la Ligue de Brazzaville a réuni près de 125 athlètes (hommes et des dames), dans les catégories des cadets, juniors et seniors autour du Kata et du kumité. Dix-sept clubs ont été associés.

Les résultats

Malraux Mougallet de Hiroo Mochuziki a dominé le kata des cadets devant Ampha Boni d'Abala sport et Kelly Itoua de Brazzaclub. Chez les juniors, Mohamed Bamkoro de Calk Funakoshi a dominé Prince Mobonda, son coéquipier du club et Abigaël Mouesso d'Okinawa. Chez les seniors, Djibril



Un combat de karaté (DR)

Ondongo de Koma l'a emporté devant Audilon Milandou de Samourai et Cyr Bassia de Koma.

Dans la catégorie féminine, Ruth Lokwa de Koma a dominé Mami Diabaté de Koma également. Dans les moins de 55 kg, juniors hommes, Mohamed Bamkoro de Calf Funakoshi a dominé Prince Mobonda de Calk Funakoshi et Arsène Tséké de Koma. Dans les moins de 61 kg, Freddy Ampha d'Abala sport l'a emporté devant Exaucée Samba de Ngamboulou et Misseré Lerswan de Ake Koshi. Dans les moins de 68 kg, Gloirdy Malanda de Calk Funakoshi a dominé Baruch Nieké de Lion Peris et Roch Nkaba de Samourai. Dans les moins de 76 kg, Gloire Balembolo (Koma)

s'est imposée face à Diclart Ekiembe d'Abala sport et de Loïc Imboula d'ASK Kamikaze). Dans les plus de 76kg, Alex Akouaba de Ngomi s'est illustré devant Dierol Mikamona d'Abala sport et devant Rodilin Okili de ASK Kamikaze. En seniors hommes dans les moins de 60 kg, Ferdinand Etou de Ngombi l'a emporté devant Royal Bazouzama d'Aké Koshi et de Mbama Nkombo de Boutedo. Dans les moins de 67 kg, Bikoka Mbako d'Inter a pris le meilleur devant Gaston Leme de Ngombi. Dans les moins de 75 kg, Adonai Mayinguidi de Samourai l'a emporté devant Jaffrey Mboussou d'Ake Koshi. Dans les moins de 84 kg, Jean Pierre Mobonda d'ASK Kamikaze a pris le dessus sur Amiral

Elion d'Okinawa. « Je ne cesserai de dire aux athlètes et encadreurs que toute compétition est un test pour les encadreurs et les athlètes. Pour les gagnants et les perdants, il est grand temps de se mettre au travail pour gagner les prochaines compétitions », a déclaré Constantin Nganongo Itoua le président de la Ligue de Brazzaville, saluant la mission accomplie par ses compétiteurs lors des 11e jeux africains de Brazzaville 2015.

Abraham Angossina, le directeur départemental des Sports et de l'éducation physique a apprécié l'organisation de cette compétition tout en regrettant l'absence des Diables rouges évoluant à la Ligue de Brazzaville. « Cette compétition est organisée pour vous

remettre en jambe. Déjà, c'est une manière pour vous préparer à vous présenter aux futures compétitions qui seront organisées par la ligue départementale de karaté et pourquoi pas par la fédération de karaté. Je regrette de n'avoir pas vu parmi vous les Diables rouges qui sont d'abord les athlètes de Brazzaville. Cette compétition intéresse les athlètes de Brazzaville. Les Diables rouges ne sont pas exclus de la Ligue de Brazzaville. Ils ne doivent pas sous-estimer cette compétition par rapport à leur niveau », a souligné le directeur départemental des sports.

## Les performances d'Abala sport

Abala sport, a reconnu les dirigeants de la Ligue de Brazzaville, est un club qui participe de façon régulière aux compétitions. Cette équipe avait représenté le département des Plateaux en 2010, lors des 18<sup>e</sup> championnats nationaux à Pointe-Noire. Ce club avait gagné la médaille d'argent et de bronze. À Oyo pendant les 19<sup>e</sup> championnats nationaux, Abala sport n'a glané qu'une médaille de Bronze. En 2013, lors du championnat de Brazzaville, ce club a gagné ses deux premières médailles d'or. Lors des deux premières éditions du challenge Blaise Adoua, ce club a glané cinq médailles d'or, deux d'argent et une médaille de bronze.

James Golden Eloué

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

### Grèce, 12<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Sans Bernard Itoua, resté sur le banc, Plataniats concède le match nul sur son terrain face à Veria (0-0). Avec ce point, Plataniats se maintient toutefois dans la première partie de tableau avec 15 points.

### Israël, 12<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Mavis Tchibota n'est pas entré en jeu lors de la défaite de Kfar Saba sur le terrain de l'Hapoel Beer Sheva (0-3). Le promu est 10<sup>e</sup> avec 13 points.

### Italie, 12<sup>e</sup> journée, 3<sup>e</sup> division

Paganese chute à domicile face à Cantanzaro (1-2). Ravy Tsouka Dozi était titulaire et a joué l'intégralité du match.

### Italie, 10<sup>e</sup> journée, championnat des réserves, groupe B

L'Inter B corrige Salernitana 5-0. Remplaçant, Senna Miangué n'est pas entré en jeu.

### République tchèque, 15<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Titulaire, Ulrich Kapolongo a été remplacé à la pause lors du naufrage de Teplice chez le Dukla Prague (0-4). Le score n'était alors que de deux buts à zéro pour le club de la capitale.

Teplice est désormais 19<sup>e</sup> avec 18 points. Le Sparta Prague de Litsingi, le Slovan Liberec de Dzon Delarge et le Zbrojovka Brno de Moukanza joueront lundi soir.

### Slovaquie, 18<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Sans Yves Pambou, resté sur le banc, le DAC Dunajska Streda ne rapporte qu'un petit point de son déplacement chez l'avant-dernier, Podbrezova (0-0). Avec 25 points, le DAC est englué dans le ventre mou du classement.

### Suisse, 17<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division

Igor Nganga était titulaire lors du match nul d'Aarau sur le terrain de Wohlen (0-0). Lanterne rouge, Aarau a désormais 5 points de retard sur Chiasso, le 9<sup>e</sup>.

Sans Matt Moussilou, convalescent, Le Mont bat le Neuchâtel Xamax (2-1).

Avec 22 points, Le Mont est 4<sup>e</sup>.

Turquie, 13<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division

Sans Sylvester Ganvoula, non retenu, et réduit à dix avant la pause, Elazigspor s'incline chez le Gaziantep BB (0-2). Et recule à la 5<sup>e</sup> place.

Camille Delourme

## BALLON D'OR 2015

## Ronaldo, Messi et Neymar, les trois prétendants

Les noms des trois finalistes du Ballon d'or 2015 ont été dévoilés le 30 novembre. Sans surprise, l'Argentin Lionel Messi (FC Barcelone) et le Portugais Cristiano Ronaldo (Real Madrid) sont présents. Avec eux, le Brésilien Neymar (FC Barcelone) arrive au podium pour la première fois. Le prix sera décerné le 11 janvier à Zurich.

Vingt-trois au départ, il ne reste plus que trois concurrents. Lionel Messi est le grand favori. L'Argentin quatre fois ballon d'or (2009, 2010, 2011 et 2012) a réalisé une saison presque parfaite en remportant avec son club le FC Barcelone la Ligue des champions, le championnat et la Coupe d'Espagne. Il a échoué de près avec sa sélection en perdant la finale de la Coupe d'Amérique du sud devant le Chili dont l'entraîneur Jorge Sampaoli figure parmi les trois meilleurs entraîneurs de l'année. Messi a été élu meilleur joueur et attaquant du championnat d'Espagne 2014-2015. Son concurrent de tous les temps, Cristiano Ronaldo, triple ballon d'or (2008, 2012 et 2013) a certes, passé une saison sans trophées. Il a néanmoins redressé la barre grâce à ses statistiques individuelles. Ronaldo a ter-

miné la saison 2014-2015, le meilleur buteur de la Liga avec 48 réalisations. Il est également en tête du classement des buteurs de la Ligue des champions en 2015-2016 avec 7 réalisations. En octobre, Ronaldo avait reçu son 4<sup>e</sup> soulier d'or européen.

Comme son coéquipier du FC Barcelone, Neymar a, lui, aussi réalisé la saison dernière un triplé (Ligue des champions, championnat et coupe d'Espagne). Neymar a aussi égalé l'Argentin au nombre des buts marqués à la Ligue des champions la saison dernière (10 buts). Les noms des trois meilleurs entraîneurs masculin de l'année ont été aussi dévoilés. Il s'agit de Josep Guardiola (Bayern Munich), Luis Enrique (Barcelone) et Jorge Sampaoli (équipe nationale du Chili). Les dames connaissent aussi les noms des trois finalistes pour le titre de la joueuse de l'année. L'Américaine Carli Lloyd dispute le trophée avec la Japonaise Aya Miyama et l'Allemande Celia Sasic.

Jill Ellis (équipe nationale des Etats-Unis), Mark Sampson (équipe nationale d'Angleterre) et Norio Sasaki (équipe nationale du Japon) sont les trois retenus pour le prix du meilleur entraîneur du football féminin.

James Golden Eloué